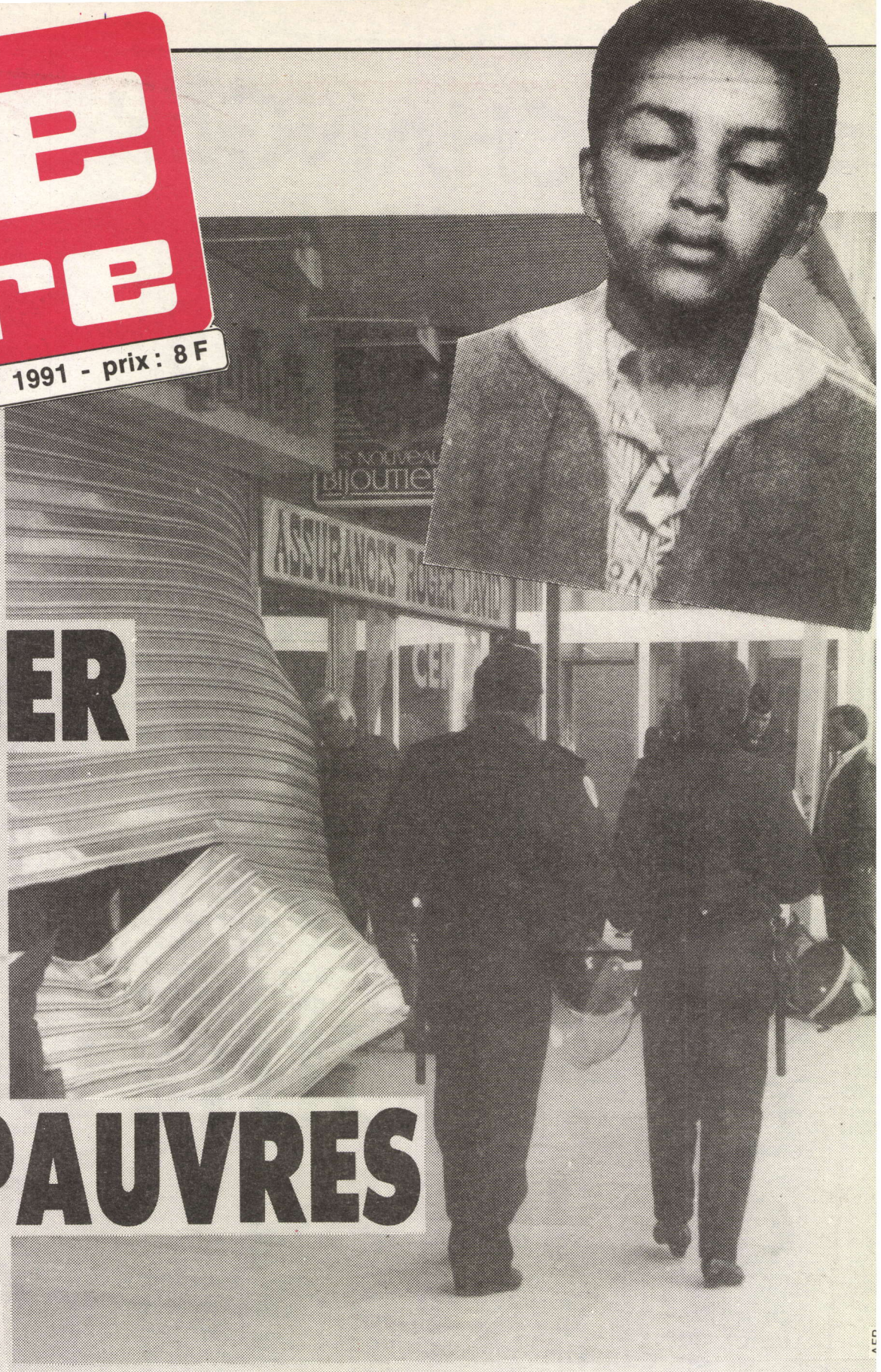
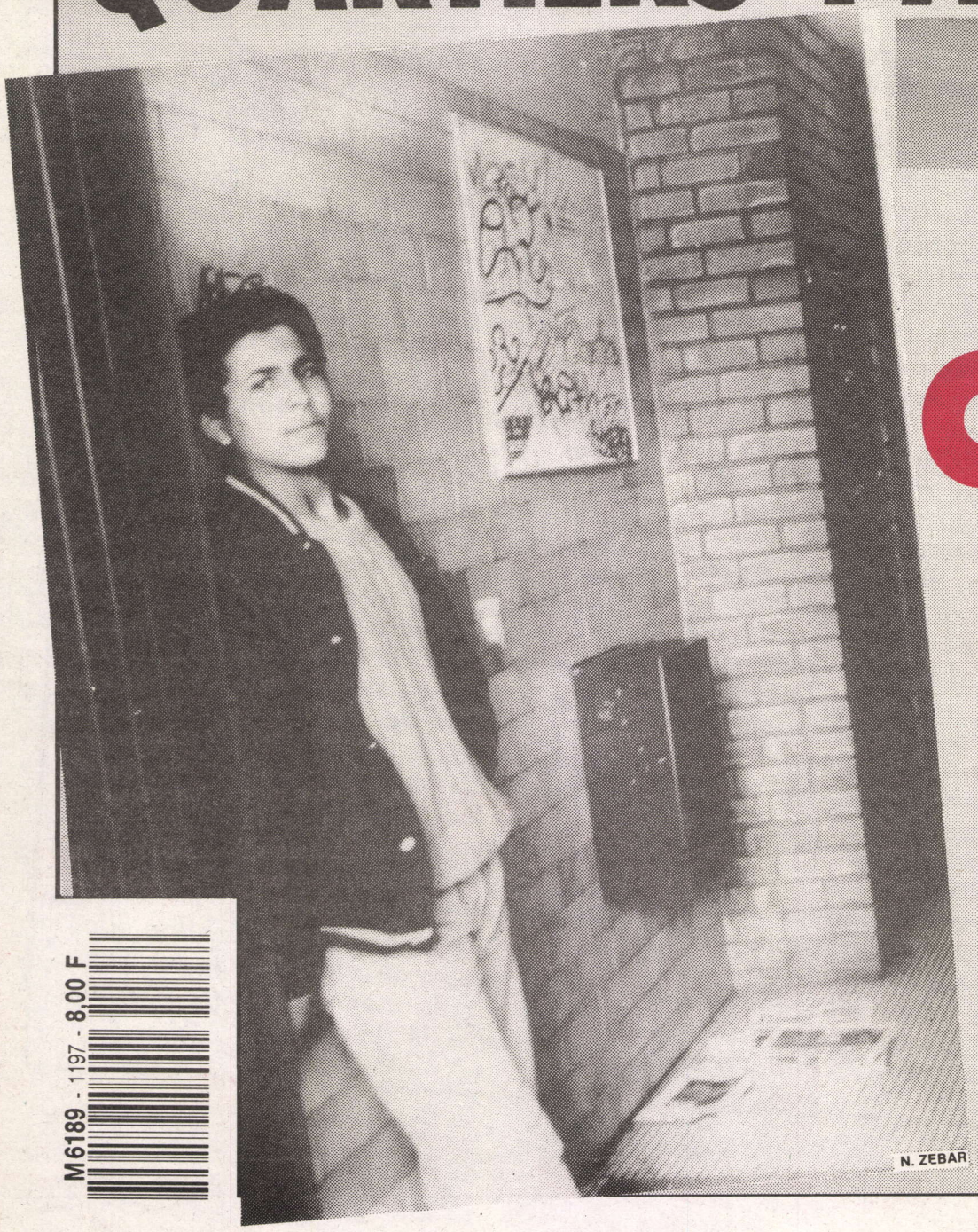
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 197 - 31 mai 1991 - prix : 8 F



POUR CHANGER LA VIE DANS LES QUARTIERS PAUVRES



N. ZEBAR

C'EST TOUTE LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT CHANGER

M6189 - 1197 - 8,00 F

POUR CHANGER LA VIE DANS LES QUARTIERS PAUVRES

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

C'EST TOUTE LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT CHANGER

Les Minguettes, Vaulx-en-Velin, Les Ullis, Montfermeil, et puis tout récemment Le Val Fourré, à Mantes-la-Jolie : des noms qui évoquent ces mini-émeutes qui, régulièrement, de plus en plus fréquemment éclatent dans ces cités HLM des banlieues pauvres. Cette fois, il n'y a pas eu que des voitures brûlées, des vitrines brisées, le pillage de quelques magasins par quelques dizaines de jeunes désœuvrés, il y a eu un mort. Celle d'un jeune lycéen, Aïssa Ihich qui a succombé faute de soins, durant sa garde à vue, dans les locaux de la police. Tout a été réglementaire, disent aujourd'hui les responsables. Car il existe dans ce pays dit civilisé une autre violence que celle des jeunes, sinon autorisée, du moins couverte, sinon officielle, du moins assermentée. C'est celle qui se déroule dans la pénombre des commissariats. Cette violence-là, résultat d'un mélange où le racisme s'ajoute à la bêtise administrative, ne fait pas toujours la Une de l'actualité. Sauf lorsque, comme cette fois, il y a la mort d'un jeune. Du coup, on voit les officiels se démener ; Edith Cresson a fait un saut chez les parents de la victime, le ministre de l'Intérieur a envisagé la réforme de la garde à vue, et même d'installer des caméras vidéo dans les commissariats. Tout cela est dérisoire.

La violence dans les banlieues, c'est devenu un "problème de société", comme disent les membres du gouvernement qui ont disserté doctement à l'Assemblée sur une "loi d'orientation pour la ville". Sauf qu'il y a ville et ville. Il n'y a pas eu besoin de loi d'orientation pour que la spéculation immobilière vide les centres-villes de leur population travailleuse, et les transforme en quartiers résidentiels pour riches, en quartiers musées qui bénéficient de tous les budgets de rénovation et d'aménagement dont on peut rêver.

Mais qu'est-ce qu'on a fait pour ces villes qui n'en sont pas, pour ces cités ouvrières des grandes banlieues ? Des centres culturels et de loisirs ? Des parcs, des musées, des écoles et des lycées vivables, en nombre suffisant, avec le nombre de professeurs qui serait nécessaire pour égaliser tant soit peu les chances de chacun ? Bien sûr que non ! On a parfois, pas toujours, repeint les murs ici et là. Ce n'est pas ce qui coûte le plus cher. Mais pour le reste, on s'est contenté d'installer des centres commerciaux et des hypermarchés qui y font de l'argent et en rapportent un peu aux municipalités. La civilisation des galeries marchandes, des centres Leclerc et autres Mammouth, avec les vigiles qui vont avec, voilà toute la civilisation urbaine que cette société a su offrir à la jeunesse des quartiers populaires.

Et qu'ont-ils à espérer, les enfants d'ouvriers qui vivent dans ces banlieues ? Cela fait dix ans que le niveau du chômage n'a pas baissé dans ce pays. On vient d'annoncer qu'il a encore augmenté. Et quand bien même ils travaillent, c'est le plus souvent à temps partiel, donc avec des salaires - déjà bas - qui sont incomplets, au fast-food ou au supermarché. Ou bien encore en n'ayant que des missions de 15 jours ou 3 semaines, en allant d'un emploi intérimaire à l'autre.

Alors, faute de mieux, parce que c'est aussi devenu un peu la mode, parce que la télé en parle, les jeunes des banlieues jouent aux gendarmes et aux casseurs, le samedi soir. Il y a quelques mois, les mêmes ou d'autres jouaient à se battre entre bandes rivales, ce qui ne valait pas mieux.

Tout cela n'est pas nouveau, bien sûr. Ces fièvres du samedi soir n'ont jamais remis en question l'ordre social des riches, ni réellement inquiété tous ces nantis qui n'ont pas besoin de descendre des vitrines pour piller en toute légalité, et à une bien plus vaste échelle, l'ensemble de la société, en spéculant à la Bourse, ou en profitant du travail des ouvriers.

Il y a loin de ces simulacres d'émeutes à la véritable révolte sociale.

Mais ce qu'on voit, c'est que ce 20e siècle finissant, avec toutes ses performances techniques et guerrières n'aura réussi à créer qu'une civilisation de ghettos, y compris dans les pays industrialisés ! Et ils n'ont pas tort ceux qui parlent sans trop savoir, d'un problème de "société". Oui, voilà ce que produit cette société fondée sur la loi du profit. Tout pour quelques-uns, et le reste, c'est-à-dire rien, ou presque, pour tous les autres. Cette société-là ne mérite pas d'exister. Il faut la changer pour une autre plus humaine, plus fraternelle.

Du côté de la classe ouvrière, il ne servirait à rien de déplorer les débordements de la jeunesse des quartiers pauvres et d'approuver les mesures de répression contre les jeunes. Car c'est aussi l'absence de grandes luttes sociales, l'inexistence d'une apparition politique de cette classe ouvrière, en cette période d'aggravation de l'exploitation, de renforcement du pouvoir des capitalistes, de développement des idées et des préjugés réactionnaires, qui permet à l'agitation apolitique de la jeunesse des banlieues d'occuper le devant de la scène. Pourtant la classe ouvrière aurait bien besoin de la capacité de la jeunesse à se révolter. Mais cette capacité-là ne peut être positive que si elle se fait sur la base d'une claire conscience du combat qu'il est nécessaire de mener. Cela s'appelle la conscience de classe.

Et c'est la responsabilité du mouvement ouvrier de la faire revivre pour donner une perspective à la révolte des jeunes.

Mantes-la-Jolie après Ermont

ASPHYXIÉ AU COMMISSARIAT

La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY portera sur
LA MONTÉE DES NATIONALISMES EN EUROPE CENTRALE ET BALKANIQUE
VENDREDI 14 JUIN 1991 à 20 h 30
Salle de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor à Paris (5e)
Métro : Maubert-Mutualité - Participation aux frais : 10 F

Aïssa Ihich, jeune lycéen de 19 ans, arrêté lors des émeutes du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, est mort dans sa cellule d'une crise d'asthme. Le SAMU appelé trop tard n'a rien pu faire. Mais auparavant le jeune avait passé deux nuits de détention dans une cellule crasseuse, respirant difficilement, même les policiers l'ont reconnu. Il avait signalé à ses gardiens être malade mais ceux-ci n'en ont pas tenu compte. Ils ont même refusé de lui transmettre les médicaments apportés par sa famille venue à plusieurs reprises lui rendre visite car elle s'inquiétait, le sachant malade. La section de Mantes-la-Jolie de la Ligue des droits de l'homme accuse : *«Malgré l'intervention de sa sœur et en dépit de la proposition de faire venir son propre médecin, les policiers ont refusé d'administrer même les médicaments apportés par sa sœur».*

Sitôt la mort annoncée, le procureur de Versailles s'est empressé de déclarer que le jeune était *«mort d'un arrêt cardiaque»* – ce qui n'apportait pas grande information – ajoutant : *«Tout semble indiquer qu'il s'agit d'une mort naturelle».* Le résultat de l'enquête était ainsi connu avant même qu'elle ait débuté...

Bien sûr, dans un deuxième temps devant l'émotion soulevée dans la population par les circonstances de la mort, et parce que le drame fait vraiment mauvais effet en pleine discussion parlementaire de la loi sur les villes, Cresson s'est rendue auprès de la famille de la victime pour *«marquer son émotion en tant que mère de famille et être près d'une autre mère dans la douleur».* Et Marchand, le ministre de l'Intérieur, a annoncé : *«Si une erreur, une faute, un manquement avaient été commis, je serais intransigeant».* La belle affaire !

Comme si c'était la première fois que des jeunes arrêtés par la police perdent la vie ! Il y a moins d'un mois à Ermont, Bamoro, un jeune sénégalais de 17 ans, aurait sauté du sixième étage de sa chambre lors d'une perquisition. Les policiers présents sur les lieux ont affirmé que le lycéen, qui avait demandé à être libéré de ses menottes, s'était brusquement précipité dans le vide en arrivant dans sa chambre. L'inspection générale de la police, chargée d'enquêter sur l'affaire, a conclu à l'absence de faute des policiers...

Les copains d'Aïssa ont rappelé la mort de Malik Oussekine, malade lui aussi, sous les coups de matraque des policiers chargés de réprimer une manifestation lycéenne en décembre 1986. Les policiers présents sur les lieux ont depuis été jugés. Les experts ont déclaré que les coups ne pouvaient à eux seuls expliquer la mort. Le verdict a été plus que clément puisque les deux policiers ont été condamnés à des peines dérisoires – de la prison avec sursis – provoquant l'indignation de nombreux jeunes dont la sœur de la victime. C'est l'avocat de la famille de Malik Oussekine, qui n'était autre que l'avocat vedette Georges Kiejman, proche de Mitterrand et devenu depuis ministre, qui avait dissuadé les parents de faire appel... Alors, ceux qui dans la police traitent les jeunes à coups de matraque et se vengent sur ceux qui ont le malheur de leur tomber sous la main n'ont pas grand-chose à craindre des déclarations gouvernementales. Sur les bavures policières et les magistrats qui les couvrent, le gouvernement a l'habitude de passer l'éponge. En revanche la justice n'a pas faibli pour frapper les manifestants arrêtés à Mantes. Cinq jeunes interpellés dans la nuit de dimanche ont été jugés en flagrant délit, dès le mardi 28 mai. Ils ont été condamnés pour quatre d'entre eux à des peines de prison ferme allant de deux à quatre mois de prison ferme.

Il ne faudra pas, après cela, s'étonner que les jeunes des banlieues populaires se révoltent quand ils aperçoivent des uniformes ou tout autre symbole de l'autorité...

Pierre VERNANT

Solidarité des travailleurs

Ils étaient dix mille immigrés à défiler dans la rue à Paris, demandant que leur soit reconnu le droit d'asile et le statut de réfugié politique.

Pour faire plaisir à la droite, le gouvernement socialiste, sous prétexte de lutter contre l'immigration clandestine, refuse les papiers à des hommes et des femmes qui sont parfois depuis déjà des années en France pour y travailler. Ils ont fui des pays de dictature et de misère où la France et les grandes puissances entretiennent des régimes à leurs bottes leur permettant d'y piller les richesses. Non, on n'a pas le droit ensuite de procéder à des expulsions inhumaines.

(AFP)

Manifestation du 25 mai 1991 à Paris.

NE LE DITES PAS AVEC DES FLEURS

Le gouvernement, sous prétexte d'harmoniser la TVA avec l'Europe, va aligner certains taux et de ce fait, rentrer quelques milliards supplémentaires dans ses caisses. *«Les auteurs d'œuvres de l'esprit, les traducteurs et interprètes, les sportifs, artistes de spectacle et les dresseurs d'animaux»* devront entre autres désormais payer la TVA. Et l'horticulture jusque là imposée à 5,5 %, devra payer 18,6 %.

Décidément plus «ils sèment» plus ça nous fait cher pour le prix de la rose.

UN PARTI "DISPONIBLE"... MAIS PAS POUR UNE POLITIQUE OUVRIÈRE

(GAMMA)

Lors du dernier week-end de mai, Georges Marchais s'est adressé aux milliers de jeunes réunis dans un Festival de la Contestation par la Jeunesse Communiste à La Courneuve, les appelant à «changer la société». Mais il en a profité aussi pour s'adresser à un autre public, politicien cette fois, sur un ton qui n'avait, lui, rien de contestataire, en rappelant que *«lorsqu'il a été décidé de remplacer Michel Rocard par Edith Cresson, nous avons immédiatement dit que nous étions disponibles pour constituer un gouvernement de gauche».*

Marchais s'est d'abord désolé : *«On ne nous a même pas répondu, et on a préféré constituer un gouvernement (...) qui comprend des ministres de droite».* Mais, pas rancunier, le secrétaire général du PCF a tenu à rassurer le gouvernement : *«Nous n'allons pas protester contre (les) objectifs»* d'une Edith Cresson qui *«a affirmé sa volonté de «muscler notre appareil productif» et de «lutter contre les inégalités».* Et d'insister : *«Nous jugerons aux actes. S'ils sont conformes à ces intentions proclamées, nous les soutiendrons !»*

Depuis deux semaines qu'Edith Cresson a été nommée, les dirigeants du Parti Communiste ne laissent pratiquement plus passer de jour sans faire assaut de bonne volonté à l'égard du gouvernement, feignant de prendre au sérieux les déclarations de l'actuel chef du gouvernement.

JOUER SUR LES MOTS POUR JUSTIFIER SON SOUTIEN

Ainsi, à propos des grèves de cheminots, l'éditorial de *L'Humanité* du 27 mai rappelle qu'*«Edith Cresson fustigeait la modicité des salaires français par rapport aux salaires allemands et appelait à «changer le travail».* Un éditorial précédent, celui du vendredi 24, allait même plus loin dans la fausse naïveté politicienne, affirmant que *«curieusement, ou pas curieusement du tout (...), il est plusieurs des intentions affichées par le Premier ministre qui justifient l'action des cheminots. «Changer le travail», dit Edith Cresson (...). C'est presque exactement ce que demandent les cheminots».*

Certains cheminots ont dû être surpris et se demander, eux, ce que voulait ce responsable CGT de la SNCF que l'on a entendu sur TF1 insister sur le fait que la grève n'était pas dirigée contre le gouvernement.

Le lendemain, le directeur de *L'Humanité,* Roland Leroy, revenait à la charge avec un éditorial, se félicitant des déclarations de Mauroy, selon lequel la *«réussite économique est inséparable d'une grande politique sociale».* Le premier secrétaire du Parti Socialiste, Pierre Mauroy, avait dû oublier ce que faisait, en ce domaine, Mauroy Pierre, quand, Premier ministre, il bloquait les salaires !

Leroy, lui, n'a évidemment pas oublié – bien qu'il n'en dise mot – que c'est précisément sous le gouvernement Mauroy et afin de mener une politique anti-ouvrière, que le Parti Communiste eut droit à quatre postes de ministres.

Bien sûr, Mitterrand n'a plus besoin des ministres du PCF pour l'aider à faire passer sa politique. Mais qui sait, ce parti pourrait peut-être au Parlement rendre encore quelques services au gouvernement... Roland Leroy semble penser que le Parti Socialiste a besoin du soutien du PCF. Citant les propos de Lajoinie, devant les caméras de télévision : *«Il existe dans cette Assemblée une majorité et donc les moyens pour mener une politique de gauche»,* il jubile à la perspective d'un accord possible que laisse entrevoir Mauroy, déclarant en écho que les députés du PS et du PCF *«ensemble, forment une majorité absolue potentielle».* Et Leroy de conclure son article d'un vibrant : *«Allons-y. Travaillons ensemble à la transformation sociale inséparable de la réussite économique. Nous y sommes prêts».*

LE PROBLÈME DU PCF : QUE LES POLITICIENS SOCIALISTES AIENT BESOIN DE SON SOUTIEN

Que le PCF soit prêt à «travailler ensemble» avec le Parti Socialiste, c'est certain. Il l'est en permanence, même quand le Parti Socialiste n'a pas besoin de lui. Mais cela n'a évidemment rien à voir avec «la transformation sociale» ou la «réussite économique», qui ne sont là que pour donner le change.

Les offres de service gouvernemental du parti n'ont évidemment aucune chance, pour l'instant, d'être acceptées par Mitterrand-Cresson. Mais cela ne signifie pas que faute de grives ministérielles, le PCF ne se contentera pas de merles parlementaires.

Privé de majorité absolue au Parlement, le gouvernement peut avoir besoin du soutien des parlementaires communistes. Depuis 1988, on a eu bien des exemples de ces accords feutrés entre le gouvernement et le PCF, celui-ci s'abstenant en laissant passer une loi en échange d'un discret retour d'ascenseur.

Aujourd'hui, le Parti Socialiste s'inquiète, dans la perspective des prochaines élections (les régionales et les cantonales de 1992, puis les législatives de 1993), de sondages qui l'annoncent perdant, les mêmes sondages indiquant également une diminution des élus du Parti Communiste. Nul doute qu'il y a là aussi matière à «travailler ensemble» entre les états-majors socialiste et communiste, à entamer des tractations qui pourraient aider l'un et l'autre partis à sauver quelques sièges.

Marchais, Lajoinie et compagnie ont beau essayer de faire prendre des vessies pour des lanternes et Cresson, ex-dirigeante du groupe Schneider, pour un Premier ministre soucieux de «combattre les inégalités», cela cache bien mal ce qui les préoccupe : trouver un terrain d'entente mutuellement avantageux avec un parti socialiste aux affaires et que rien, pas même les «affaires», ne distingue d'un autre parti de la bourgeoisie.

... ET CELUI DES TRAVAILLEURS

Que cela puisse faire illusion auprès des militants du Parti Communiste, voire des travailleurs qui pourraient faire confiance à ce parti, cela reste à vérifier. Car enfin, ces proclamations sur le «progrès social» ou sur un gouvernement qu'on attendrait «aux actes» sont tout de même un peu trop transparentes et les travailleurs voient bien que derrière tout cela, il n'y a rien. Rien de bon, en tout cas pour eux.

Pierre LAFFITTE

A la fête des JC du 26 mai 1991 : des slogans contestataires à l'usage des jeunes ne font pas une politique pour la classe ouvrière.

VERS LES TROIS MILLIONS DE CHÔMEURS ?

(GAMMA)

L'avenir ? Dans l'immédiat, le plus sûr, c'est un emploi précaire ou le chômage.

Rocard avait annoncé 100 000 chômeurs de plus en 1991 : quatre mois après, ces chiffres sont déjà dépassés puisque l'on recense officiellement 105 000 demandeurs d'emploi supplémentaires.

Avec 33 600 chômeurs de plus au mois d'avril, l'augmentation atteint 1,3 % en rythme mensuel et 5,8 % sur un an. D'après les statistiques du ministère du Travail, le nombre des demandeurs d'emploi s'élèverait désormais à 2 636 700, soit 9,4 % de la population active. Cette aggravation de la situation sur le marché du travail serait liée en particulier à la forte progression des licenciements économiques (+ 17,1 %) ainsi qu'aux inscriptions à l'ANPE suite aux fins de mission d'intérim (+ 10,6 %).

Et si l'on en croit les déclarations des uns et des autres, cette tendance n'est pas près de s'inverser. Après la période d'attentisme liée à la guerre du Golfe, la reprise se ferait attendre sans que personne ne se risque à prédire dans combien de temps elle se fera. Une chose est sûre, comme l'a déclaré Martine Aubry, le nouveau ministre du Travail, en commentant ces résultats, les prochains mois seront «difficiles». Et sur ce plan, on n'a pas de mal à la croire. D'autant que les grands plans de réduction d'effectifs et de licenciements, programmés pour les mois à venir chez Renault, chez Michelin, Bull ou Thomson, n'ont pas encore fait sentir leurs effets sur les chiffres du chômage.

En attendant, du côté du gouvernement, on prépare un nouveau «plan pour l'emploi». Un de plus. Au programme, il serait de nouveau question de développer les emplois dits de proximité, comme garde-malades, assistance aux personnes âgées... En un mot, l'Etat aidera à la création de petits boulots qui viendront s'ajouter aux TUC, PIL, SIVP et autres stages-parkings, destinés à fournir une main-d'œuvre sous-payée au patronat et à faire disparaître quelques chômeurs des statistiques officielles. Il serait également question d'accorder de nouvelles exonérations de charges sociales pour les entreprises qui embaucheraient, mais elles seraient plus «ciblées», dit-on du côté du ministère du Travail.

Bref, des recettes déjà vues et revues depuis dix ans et qui n'ont en rien résolu le problème du chômage. Au contraire, depuis 1981, il y a pratiquement un million de chômeurs supplémentaire, sans parler du chômage partiel (+ 423 % en un an !) avec le développement des emplois précaires et de l'intérim. Mais ces mesures, comme les précédent permettront sans doute a patrons d'empocher c aides et des subventions, surtout d'en prendre peu plus à leur aise avec salaires. Quant à créer véritables emplois, c' une autre histoire.

A moins, bien sûr, q les travailleurs, les ch meurs et les jeunes ne vie nent brouiller tous ces c culs.

Cresson et la formation des jeunes : REVENIR 50 ANS EN ARRIÈRE

Pour Cresson, l'arme contre le chômage, et le chômage des jeunes en particulier, est toute trouvée : il suffit d'en revenir à l'apprentissage dans les entreprises. C'est du moins ce qu'elle a réaffirmé au cours d'un récent colloque du PS sur l'éducation.

Déplorant que *«l'éducation nationale et les entreprises ne se reconnaissent pas toujours suffisamment comme partenaires de l'éducation»,* elle est revenue sur le thème qui, décidément, lui tient à cœur, celui de l'apprentissage sur le tas. Ce discours a été visiblement peu apprécié dans les rangs du PS, qui compte bon nombre d'enseignants, et notamment de Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN.

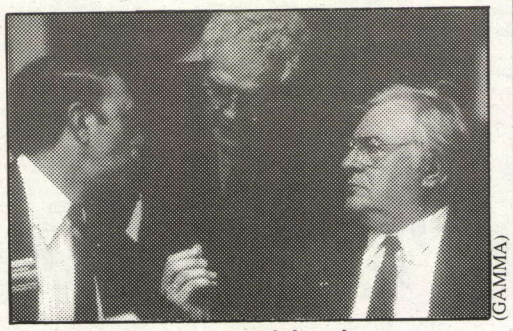
Mais Cresson n'en a cure. Pour elle, l'important, ce sont les prochaines échéances électorales et, dans cette optique, les résultats du gouvernement en matière d'emploi et de chômage.

Alors, à défaut d'améliorer la qualité de l'enseignement, de débloquer les crédits nécessaires pour améliorer les conditions d'études dans les quartiers les plus déshérités et lutter contre l'échec scolaire, d'offrir aux jeunes un réel emploi au bout de leur scolarité, elle propose de les enfermer en apprentissage chez un patron ! Comme au début du siècle.

Ça ne résoudra pas le problème des jeunes, ça ne leur fournira ni une qualification, ni un emploi, ni une paye, mais il y aura quand même une partie de l'électorat satisfaite : les patrons à qui le gouvernement aura ainsi fourni une main-d'œuvre quasi gratuite.

Et puis, pendant ce temps, les jeunes disparaîtront des statistiques du chômage...

CRABES ROSES


(GAMMA)

Pierre Mauroy et Lionel Jospin.

A en croire le journal *Le Monde* qui est en la matière une sorte d'expert, rien n'irait plus ces jours-ci chez les socialistes. Le premier échec d'Edith Cresson serait que sa nomination par Mitterrand ait relancé la querelle entre les différents chefs du PS. Pour parvenir à les réconcilier, au moins provisoirement, il eût fallu, toujours selon *Le Monde :* premièrement que Rocard soit remercié dans les formes avec un billet pour la course à l'Elysée ; deuxièmement que Fabius reçoive de Mauroy la direction du PS en lui cédant en échange la présidence de l'Assemblée nationale ; et enfin que Jospin voie sa position et celle de ses amis ministres renforcées au gouvernement.

Cette grande opération de troc n'ayant visiblement pas réussi, le parti serait à nouveau divisé, déchiré, en proie aux factions rivales comme au congrès de Rennes ; et Mitterrand, contraint de feindre de ne pas s'apercevoir que tout ce joli monde joue des pinces pour s'emparer d'un bout de sa succession.

Un bouquet de Cresson pour assaisonner un tel panier de crabes, c'était de toute évidence insuffisant...

DE L'ARGENT POUR DÉTRUIR IL Y EN A

Les dépenses d'armement dans le mor ont diminué de 5 % en 1990. Elles se s cependant élevées, pour la même année 950 milliards de dollars, soit environ 5 5 milliards de francs.

On dépense donc, dans le monde, près quatre fois le budget d'un Etat comme France en armements. Des armements c soit ne servent à rien, soit, quand ils serve font compter les dégâts non seulement milliards, mais en centaines de milliers morts et de blessés comme lors de la gue du Golfe.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernière brochure parue :

LA GAUCHE ET LES GUERRES COLONIALES

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure. Précise le numéro désiré à la commande.

Dassault

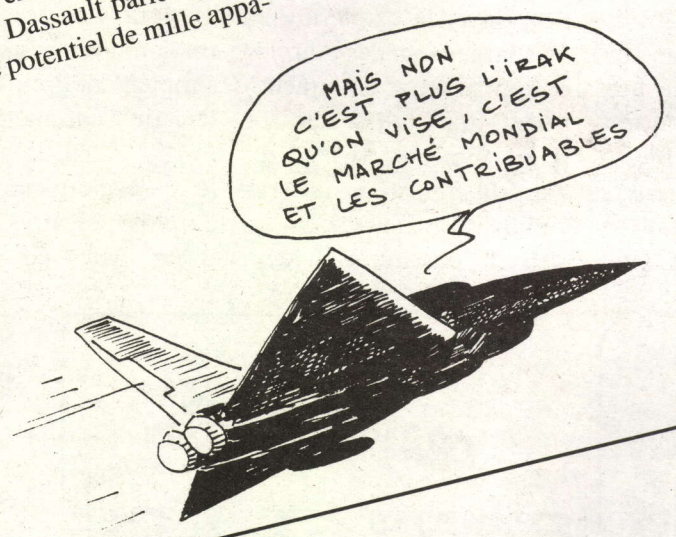
UN PREMIER VOL POUR UNE GROSSE ESCROQUERIE

Le prototype du Rafale C01 a effectué son premier vol le dimanche 19 mai. On ignore s'il sera un jour aussi efficace que "nos" Jaguar pour animer la verve cocardière des journalistes galonnés lors d'un prochain conflit ; mais ce qui est d'ores et déjà assuré, c'est le coût du programme Rafale : 189 milliards de francs seront engloutis sur 20 ans pour équiper l'armée française de 335 appareils, lesquels, si on se fie à la presse spécialisée, ne semblent même pas à la pointe de la barbarie.

En fait, c'est quatre grosses entreprises qui vont bénéficier du gâteau que l'Etat s'apprête à leur servir sur un plateau. Si Dassault se taille la plus grosse part avec la réalisation de la cellule et une partie de l'équipement électronique, la SNECMA est chargée de développer à partir du M88 les réacteurs, Thomson fournit le radar et Matra a hérité de l'équipement en missiles air-air et air-sol. Ils sont assurés d'encaisser un pactole minimal avec le budget national. Ils n'en resteront sans doute pas là. Serge Dassault parle en effet d'un marché potentiel de mille appareils qui ne seront placés qu'au terme d'un marchandage entre Etats. On a bien vu avec l'Irak, par exemple, que les gouvernements français successifs ne manquent pas de représentants de commerce compétents pour placer ce type de joujou, y compris à crédit, et s'il le faut sans même la certitude d'être payés.

Ce qui importe c'est que les capitalistes Dassault et consort touchent leurs dividendes. La COFACE, assurance publique financée avec le budget de l'Etat, veillera de toute façon à payer à la place des clients qui ne seraient pas solvables. Aux contribuables de régler l'addition pour cet énorme gâchis.

Correspondant LO



UNE CULTURE DE POINTE, LA JACHÈRE

Les ministres de l'Agriculture des douze pays membres de la Communauté européenne se sont finalement mis d'accord sur un gel des prix pour un an. Pour la prochaine campagne 1991-1992, les prix seront donc bloqués à leur niveau de la saison précédente, au moins en ce qui concerne les productions de lait, de viandes et de céréales.

Ce blocage des prix n'a, il est vrai, qu'une incidence limitée sur les prix du marché effectivement perçus par les producteurs, car les décisions de Bruxelles servent surtout à fixer les montants des rachats des produits agricoles par les organismes d'Etat ou communautaires, soi-disant chargés de régulariser le marché.

Et sur le marché, nous dit-on, l'offre est excédentaire. Il s'agit donc de trouver les moyens de réduire cette offre afin que les cours ne descendent pas au-dessous d'un certain seuil. A cet effet, bien des mesures ont été prises ou confirmées à Bruxelles. Les administrations nationales pourront racheter jusqu'à 2,75 % du total de la production laitière. Les agriculteurs qui s'engageront à diminuer de 15 % leurs surfaces cultivables seront exemptés d'une taxe dite de co-responsabilité. Une indemnité sera proposée à tous ceux qui accepteront de souscrire à un programme de gel des terres. Actuellement cette forme de jachère représente en France 110 000 hectares et, aux dires du ministre de l'Agriculture, elle devra être portée à quelque 600 ou 700 000 hectares, soit près de 8 % de la surface cultivable du pays.

Il s'agit là, évidemment, d'un immense gâchis. Des milliers de tonnes d'aliments ne seront pas produits pour permettre de maintenir une rentabilité dans le domaine agricole. Et ce sont les consommateurs qui devront en premier lieu payer, via leurs impôts, qui servent aussi à alimenter les caisses de régularisation. Etre taxé pour pouvoir payer plus cher, c'est un comble ! Quant aux paysans les plus riches, les plus performants, ils pourront toujours s'en sortir avec des prix de rachat – même bas – effectués par les organismes d'Etat ; par contre les plus petits verront s'accumuler les difficultés par une baisse de leurs revenus.

La logique la plus évidente voudrait que l'on se satisfasse d'un surplus de biens alimentaires. Dans un monde où la malnutrition et la famine font quotidiennement des ravages effroyables, dans les pays les plus démunis mais aussi parmi les pauvres des pays riches, toute augmentation de la production agricole devrait être une aubaine. Eh bien, il faut croire que non. Viande, laitages, céréales... comme toutes autres marchandises, n'intéressent les capitalistes que dans la mesure où ils amènent un profit. Et tous les organismes gouvernementaux, bardés d'experts, ne sont là justement que pour trouver les moyens de les maintenir ; tant pis si l'humanité en crève !

G.L.

COMMENT DIT-ON "BANZAI" EN BASQUE ?

Si Cresson part en guerre contre les op entreprenants Japonais, un nouveau ont vient d'être ouvert sur les Pyrénées. u plutôt, dans le golfe de Biscaye. Mais tte fois, c'est la France qui se trouve signée du doigt par les Espagnols.

Les pêcheurs basques espagnols - ont la marine de guerre française avait, il a quelques années, peu glorieusement voyé par le fond quelques navires, rce qu'ils n'avaient pas su repérer sur s vagues les frontières françaises - ces arins viennent de se plaindre de la ance auprès de la Commission europenne.

La pomme de discorde, cette fois, est anchois. La France aurait exporté, l'an rnier, 12 000 tonnes d'anchois vers Espagne, quatre fois plus que les quotas prise attribués par la CEE à l'héxagone. rien qu'au premier trimestre 1991, les exportations d'anchois "français", mais apparemment pêchés dans des eaux "espagnoles", qui plus est en utilisant des engins interdits par la législation espagnole, auraient déjà dépassé, selon la Fédération des pêcheurs du Pays basque, les quotas admis.

Si l'économie française ne peut même plus se venger d'un trop-plein d'informatique et de voitures japonaises, en inondant la péninsule ibérique d'anchois, il n'y a plus qu'une solution : tenter de vendre des ordinateurs français aux Espagnols et des anchois aux Japonais !

Qui disait que la France était désarmée sur les marchés extérieurs ? Si les Japonais attaquent avec leur technologie de pointe, la preuve est faite qu'on peut toujours se venger... en inondant l'Espagne d'anchois ! Voire, si cela donne trop soif aux Espagnols, en leur vendant du Perrier. C'est fou !

BRÉSIL

À MANGER, C'EST POUR LES CHIENS...

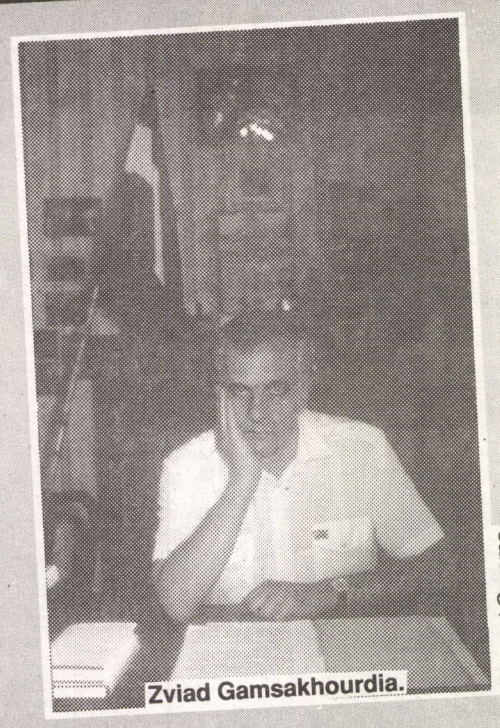
Le fabricant d'aliments pour animaux, "Royal Canin", vient d'ouvrir une unité de production au Brésil. Au-delà du marché brésilien, il compte bien exporter vers d'autres pays d'Amérique latine, notamment au Pérou, en Bolivie et en Argentine.

Que dans ces pays, l'immense majorité de la population crève de faim, ça n'a pas l'air d'être un problème pour eux. Du moment qu'il y a du fric à faire, ne serait-ce qu'avec les chiens dressés à défendre les propriétés provocantes des exploiteurs.

Entre les profiteurs et les bêtes, inutile de se demander qui sont les plus chiens !

URSS

APPRENTI DICTATEUR EN GÉORGIE



Shone / Gamma

Zviad Gamsakhourdia.

Zviad Gamsakhourdia, jusqu'ici président indépendantiste du Parlement de Géorgie, élu par les députés locaux, vient de voir confirmer sa position par un vote au suffrage universel qui en fait cette fois le président de la république géorgienne. Il aurait obtenu 87 % des suffrages exprimés, son principal concurrent, un économiste, n'en réunissant que 6 %. Mais le réflexe nationaliste qui a poussé la population géorgienne à plébisciter le dirigeant indépendantiste consolide la position d'un politicien aux pratiques ouvertement dictatoriales. Gamsakhourdia, qui s'est fait représenter sur les affiches de sa campagne en armure du temps des tsars géorgiens indépendants, n'est rien moins qu'un candidat à la dictature.

D'abord vis-à-vis des autres peuples non-géorgiens qui vivent dans le pays et qui représentent tous ensemble (Abkhazes, Adjares, Ossètes, Azéris, Arméniens) 30 % des 5,5 millions d'habitants. Le président a distancé tous ses rivaux politiques en prenant la tête de la croisade contre les minorités ethniques, qui souvent occupent des régions riches. Il a organisé, à plusieurs reprises ces dernières années, de véritables expéditions militaires contre les habitants d'Abkhazie et d'Ossétie du sud. Gamsakhourdia a fait de nombreuses victimes pour tenter de mettre au pas ces régions qui réclamaient plus d'autonomie, voire leur rattachement à la Russie voisine.

Comme souvent, la démagogie nationaliste sert aussi à encadrer et faire taire le peuple majoritaire au nom de la lutte contre les ennemis «communs». Le climat de guerre civile sciemment entretenu par Gamsakhourdia et sa clique a fourni l'argument pour concentrer entre leurs mains tous les pouvoirs. Les autres partis politiques nationalistes géorgiens sont dénoncés comme des «ennemis de la nation», «des traîtres» et des «éléments criminels». Voilà plus d'un an qu'à Tbilissi, la capitale, plus personne ne s'étonne quand une équipe de partisans de Gamsakhourdia fait une «descente» au siège d'un autre parti, voire arrose sa façade de tirs d'armes automatiques.

Avant même sa consécration électorale, Gamsakhourdia avait déjà, grâce à la majorité de députés qui l'appuient, fait adopter la loi sur l'état d'urgence qui lui permet d'interdire toute expression politique. La plupart des journaux s'ornent d'ailleurs prudemment de son effigie.

Toute manifestation d vant le siège du gouver ment, la Poste et les aut bâtiments publics est d ormais interdite. Gamsa hourdia nomme direc ment les préfets qui eu mêmes exercent tous pouvoirs : exécutif, légis tif et judiciaire. Il dirige Garde nationale qui vie d'être créée. Le préside Gamsakhourdia avait é aussi autorisé par un vot opposer son veto à n'i porte quelle loi, à accord et retirer la citoyenn géorgienne, à déclarer guerre, à instaurer l'é d'urgence ou l'adminis tion présidentielle direct

L'ancien vice-préside du KGB géorgien, le gé ral Otar Khatiachvili, en dans la police d'Etat da les années soixante, a é placé à la tête du nouve «département de la Défe se nationale».

La dictature qui régn à l'échelle de l'URSS bien lézardée. Mais si c' pour être remplacée p une série de dictatures petit pied dans les répub ques, le peuple soviétiq sera tombé de Charybde Scylla.

P.

ETATS-UNIS

FAITES LA GUERRE, PAS L'AMOUR

Par 5 voix contre 4, les juges de la Cour suprême américaine ont décidé que les cliniques financées par les fonds publics n'avaient plus le droit de conseiller une IVG à leurs patientes.

Ce qui signifie que ces 4 500 centres de santé, qui soignent les femmes les plus démunies du pays, n'ont le droit, ni de pratiquer l'avortement, ni non plus d'en mentionner la possibilité ; et même pas celui de recommander aux femmes qui le demandent les centres qui pratiqueraient l'avortement.

Ce n'est qu'en 1973, deux ans avant la France, mais bien en retard sur un certain nombre de pays d'Europe du Nord, que les Etats-Unis ont légalisé le droit à l'avortement, et cela parce que les femmes étaient descendues nombreuses et à de multiples reprises dans la rue.

Aujourd'hui une minorité réactionnaire, alliée à George Bush comme elle le fut précédemment à Reagan, prétend revenir sur cette conquête et interdire notamment aux femmes les plus pauvres du pays, qui n'ont d'autre recours que les centres de santé publics, le droit à choisir librement de n'avoir que des enfants voulus.

Evidemment ce n'est peut-être qu'un moyen comme un autre pour fermer certains centres de santé qui ne suivraient pas à la lettre les décisions de la Cour suprême, et réduire ainsi les dépenses de santé. On ne peut en même temps claquer des milliards de dollars pour écraser Bagdad et les grandes villes irakiennes sous un tapis de bombes et soigner la santé publique. Les canons ou la santé, Bush a choisi. Alors, au fond, que les femmes américaines soient incit à faire des gosses, c'est sa doute dans la logique. To gonflé de sa victoire da «Tempête du désert» Bu songe peut-être à leur p parer un emploi com chair à canon pour de fu res aventures militair type «Ouragan sur la p nète».

C.

(GAMMA)

Manifestation contre l'avortement en janvier 1989.

L'ÉCOLOGIE A DU BON

Aux Etats-Unis, dans l'Etat de l'Arizona, où la peine de mort est rétablie depuis 1974, 97 personnes condamnées à mort (96 hommes et une femme) qui attendent en prison (pour le plus ancien depuis 17 ans) le jour de leur exécution, viennent d'obtenir un sursis de quelques mois grâce à une directive du... ministère américain de l'Environnement.

Cette directive interdit, comme nocive pour l'environnement, l'émission dans l'atmosphère de gaz de cyanure sans un certain nombre de précautions et d'abord l'obtention d'un permis. Et ce permis ne sera accordé que lorsque la chambre à gaz dans laquelle doivent avoir lieu les exécutions sera munie d'une cheminée de 10 mètres de haut pour l'évacuation du gaz mortel.

En attendant le permis de tuer légal, avec cachet du ministère de l'Environnement, l'administration pénitentiaire doit repousser la date de la prochaine exécution, prévue pour le 7 juin.

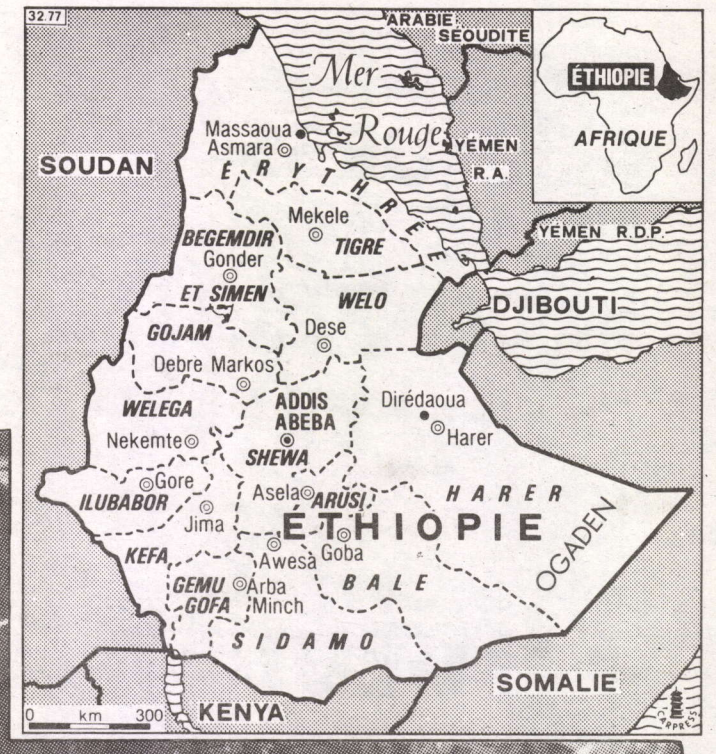
La dernière fois que la chambre à gaz avait fonctionné en Arizona, c'était en 1963. Depuis, la peine de mort a été supprimée un temps, puis rétablie sous la pression de la partie la plus réactionnaire de l'opinion publique.

Pour protéger la vie des condamnés, il ne reste plus que les lois sur la protection... de l'atmosphère !

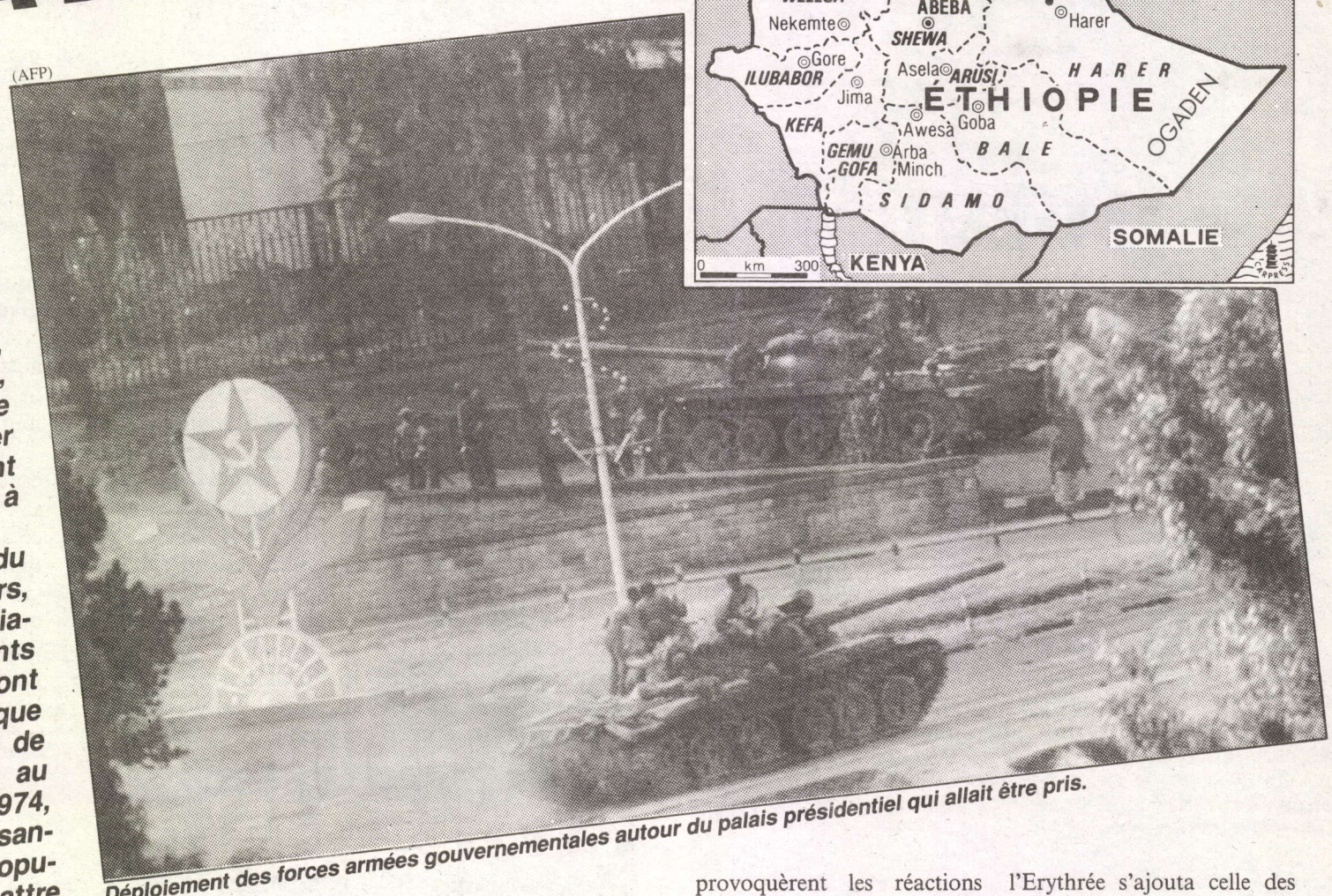
LA FIN D'UNE DICTATURE, MAIS À QUAND LA FIN DE LA DICTATURE ?

La capitale de l'Ethiopie Addis-Abeba est tombée le 29 mai entre les mains des troupes dites «rebelles» du FDRPE, le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Ethiopien. Il n'y aurait pas eu véritablement de combats, et les coups de feu et mouvements de chars, si l'on en croit les correspondants de presse, auraient principalement eu pour but le pillage par les troupes de l'ex-pouvoir, avant débandade. Quelques jours avant, Addis Abeba, la capitale érythréenne Asmara et le port d'Assab, sur la Mer Rouge, étaient tombés, l'armée fuyant pour se réfugier par milliers au Yemen et à Djibouti.

Ainsi, quelques jours après le départ du dictateur Mengistu, ses successeurs, parallèlement à un simulacre de négociations à Londres avec les représentants des forces de la guérilla ennemie, ont cédé le terrain sans gloire. Il faut dire que les militaires du DERG, une sorte de conseil à l'origine élu par l'armée, au pouvoir pratiquement depuis 1974, avaient tout fait, par leur dictature sanglante, pour que personne dans la population éthiopienne n'ait envie de se battre pour le maintien de leur régime.



(AFP)



Déploiement des forces armées gouvernementales autour du palais présidentiel qui allait être pris.

MENGISTU LÂCHÉ PAR L'URSS

La chute du régime n'est pendant pas due à la seule rce militaire des guérillas nemies, celles de l'Erythrée ront de libération de rythrée, FLE, et Front pulaire de libération de rythrée, FPLE), et celle du gré (devenue nominalement lle du peuple éthiopien tout tier sous le nom de Front mocratique du Peuple hiopien, FDRPE). Car lles-ci se battent, pour les emières, depuis trente ans, pour la seconde, depuis plus 15 ans. Mais en mars der-er, le régime de Mengistu a é lâché par l'URSS qui, dans cadre de la détente Est-uest, ne voyait plus intérêt à soutenir militairement et ancièrement. Quant à la érilla érythréenne, appuyée puis toujours par certains gimes arabes qui voyaient ns l'Ethiopie un allié poten-el d'Israël, si elle a tenu en spect l'armée de ce pays et a bligé tant le régime du Négus ue celui de ses successeurs à effort militaire constant, ompant l'énergie de ce pays pauvre, elle n'est jamais jusque-là parvenue à transformer ses succès militaires partiels en un pouvoir durable, même sur les quelques villes de la seule Erythrée.

A en croire les moyens d'information d'ici, le «Négus Rouge» serait tombé et les événements d'Ethiopie à leur tour signifieraient la fin d'un régime «marxiste-léniniste», illustrant lui aussi «l'horreur du communisme». Que l'écroulement du régime éthiopien ait des ressemblances avec celui, il y a quelques semaines, de son voisin de Somalie, ou celui, il y a quelques mois, d'un autre Etat africain, le Liberia, qui se sont tous deux accompagnés de massacres à grande échelle, cela ne retient pas ces anti-communistes décidés à faire feu de tout bois. Mais quand bien même le régime dictatorial et sanguinaire éthiopien, malgré la différence de ses origines, aurait eu des ressemblances avec les pays de l'Est telle la Roumanie, le fait que ces pays aient à un moment ou un autre été soutenus par la bureaucratie de l'URSS n'implique en rien qu'ils aient quoi que ce soit à voir avec une quelconque révolution ouvrière, ni encore moins avec une organisation communiste de la société.

DE L'EMPIRE DU NÉGUS AU RÉGIME DES COLONELS

Jusqu'en 1974, l'Ethiopie était sous l'empire du négus Haïlé Sélassié, qui s'appuyait sur une caste féodale, pratiquement circonscrite à une ethnie dominante et minoritaire, celle des Amharas, et sur une armée - la plus forte de toute l'Afrique à l'époque - qui était financée, entretenue et instruite par les Etats-Unis. La population était une des plus misérables de la planète, et la sécheresse avait déjà provoqué des centaines de milliers de morts sur une population qui était à l'époque de 26 millions d'habitants. (Aujourd'hui 52 millions). L'Ethiopie était déjà minée par la guerre contre les maquisards érythréens, car cette partie nord de l'Ethiopie, colonisée par l'Italie jusqu'en 1941, puis mise sous mandat éthiopien après la guerre, avait été purement et simplement annexée par le négus en 1962, sans que la population ait en quoi que ce soit été consultée.

C'est cette guerre d'Erythrée qui n'en finissait pas qui donna conscience aux militaires de l'importance de leur rôle, les amenant à s'emparer du pouvoir. Les «colonels» éthiopiens, qui reflétaient les espérances de la petite-bourgeoisie citadine, s'emparèrent du pouvoir quelques mois avant leurs homologues du Portugal, eux aussi dans un souci de moderniser, par une initiative venue d'en haut, les structures de leur pays. De crainte d'indisposer les Etats-Unis à leur égard, ils mirent en avant dans un premier temps les chefs d'état-major connus pour leurs sentiments pro-américains, pour ensuite les éliminer de façon sanglante, de même qu'un certain nombre de personnes de l'ex-aristocratie dominante. Ils envoyèrent 60 000 étudiants à la campagne sous le prétexte d'alphabétiser la population, en réalité pour ne pas être confrontés à une agitation étudiante dans les villes. Ils édictèrent en mars 1975 des décrets de réforme agraire, qui soit provoquèrent de véritables chouanneries dans le nord du pays, soit quand elles mobilisèrent les paysans, parfois grâce à la présence des étudiants dans les campagnes, provoquèrent les réactions des grands propriétaires fonciers qui trouvèrent appui auprès du nouveau pouvoir, effrayé de toute mobilisation populaire. Quant à l'attitude du nouveau pouvoir à l'égard des travailleurs citadins, elle se concrétisa en 1975 par l'interdiction de la confédération syndicale existante.

UNE DICTATURE COMME UNE AUTRE

Même la petite-bourgeoisie citadine n'eut droit à aucune concession à l'égard de ses revendications de libertés politiques. Des organisations se disant marxistes-léninistes organisèrent alors contre le nouveau pouvoir une guérilla urbaine. La réponse fut une répression sanglante et la mise en place d'une organisation policière par quartier et blocs d'habitations. Un peu plus d'un an après la venue au pouvoir du Conseil des militaires, régnait déjà en Ethiopie une dictature semblable à celle d'Amin Dada en Ouganda, ou celle de Bokassa en Centrafrique.

Ni la guerre civile n'avait été arrêtée, ni la misère ni l'arriération n'avaient été en quoi que ce soit battues en brèche. A la rébellion de l'Erythrée s'ajouta celle des maquisards du Tigré, puis celle de l'Ogaden qui donna lieu à un affrontement militaire avec la Somalie en 1977, celle-ci revendiquant ce territoire pour elle. Les Etats-Unis ayant désavoué les militaires éthiopiens au pouvoir et appuyé la Somalie, l'URSS donna au pouvoir en place à Addis-Abeba son appui en retour, à partir de 1978, lors de la guerre de l'Ogaden.

Voilà pourquoi l'Ethiopie, qui est armée et soutenue financièrement par l'URSS depuis 13 ans, dont on a pu voir les chefs se congratuler avec Brejnev et successeurs, avec Fidel Castro et nombre des dirigeants du camp baptisé «socialiste», est aujourd'hui censée avoir mis fin à un régime prétendument «marxiste-léniniste».

Voilà pourquoi, maintenant que l'URSS des bureaucrates s'est inclinée un peu plus bas devant l'impérialisme américain, c'est sous l'égide du gouvernement américain, et à son initiative, que la conférence de Londres a eu lieu, pour essayer de maintenir dans cette partie de l'Afrique un équilibre qui remette le moins possible en cause les intérêts de l'impérialisme mondial.

Louis GUILBERT

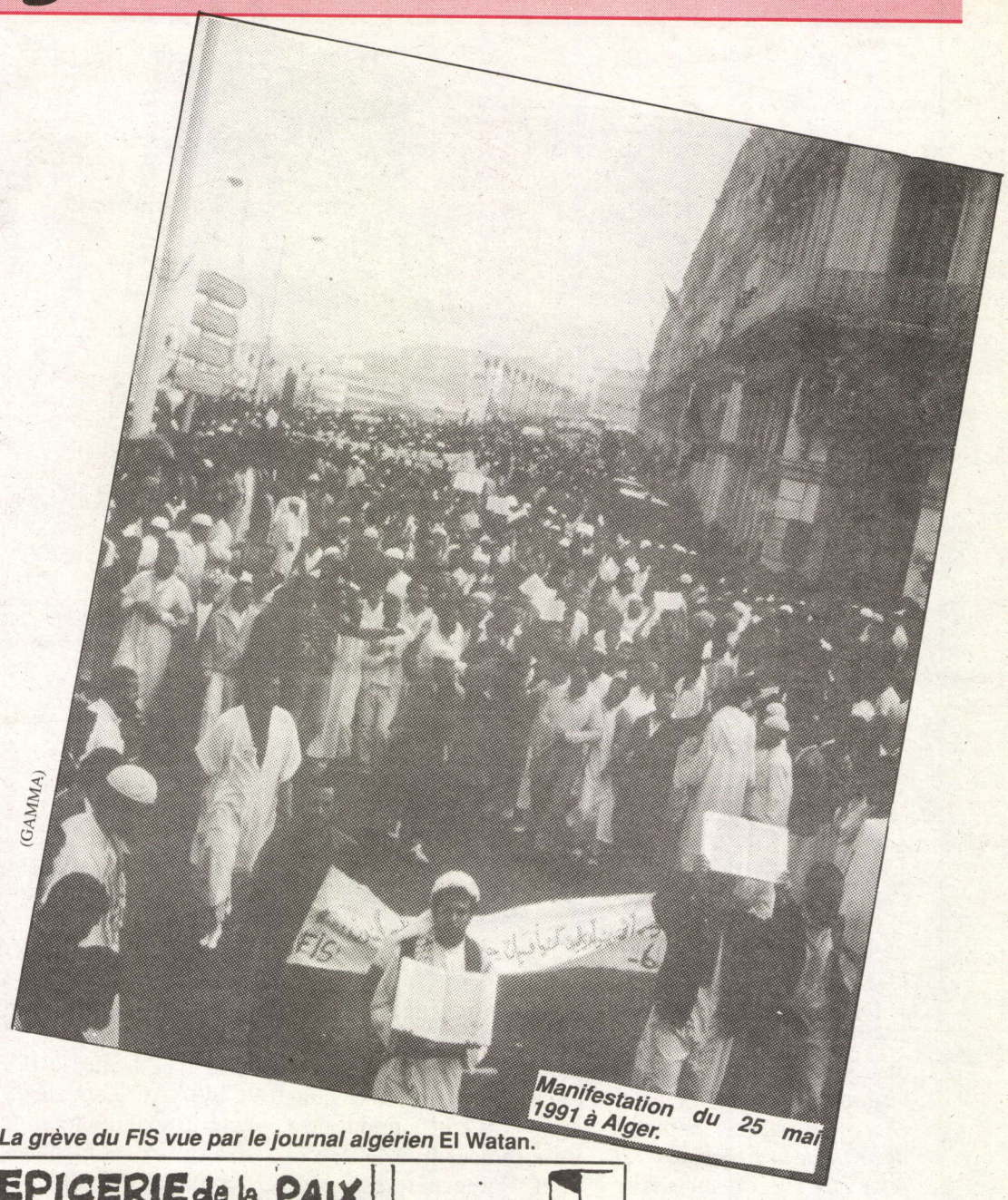
Appel à la grève générale et manifestations de rue :

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DES INTÉGRISTES

La campagne électorale en Algérie, qui doit s'ouvrir officiellement le 1er juin pour les élections législatives des 27 juin et 18 juillet (les premières depuis la fin du monopartisme mise en place après les émeutes d'octobre 1988), bat déjà son plein. Le principal concurrent du parti au pouvoir, le Front Islamique du Salut, a en effet devancé l'appel d'une semaine en lançant un mot d'ordre de grève générale et illimitée à partir du samedi 25 mai, pour protester contre la loi électorale calculée par le gouvernement pour défavoriser le FIS au profit du FLN.

Cette grève semble pour l'instant avoir été très peu suivie non seulement dans les entreprises et administrations (à l'exception des employés des municipalités dirigées par le FIS qui n'avaient pas toujours grand choix) mais également parmi les commerçants, pourtant considérés comme l'une des bases du FIS, mais qui n'ont pas jugé bon de baisser le rideau et perdre une journée de recette. Même si la paralysie des services municipaux, de la voirie, des abattoirs commence à perturber toute l'activité.

Par contre, face au faible écho rencontré par son mot d'ordre de grève, le parti islamiste a, à partir du dimanche 26, multiplié avec plus de succès les manifestations de rues, notamment une manifestation à Alger, en direction de l'immeuble de la radio télévision, accusée de mentir sur le succès de la grève, et surtout un cortège de plusieurs dizaines de milliers de personnes (30 000 selon certains journaux, 100 000 selon d'autres) le lundi 27, traversant tout le centre de la capitale.



(GAMMA)

Manifestation du 25 mai 1991 à Alger.

La grève du FIS vue par le journal algérien El Watan.

LE PEU DE SUCCÈS DE L'APPEL DU FIS À LA GRÈVE

Le Front Islamique du Salut serait-il donc aujourd'hui en perte de vitesse, comme s'est un peu trop vite empressée d'écrire une bonne partie de la presse ? Ce n'est pas évident, car jusqu'à présent le FIS s'était limité à des démonstrations de rues où il lui est facile de ramener ses troupes, mais ne s'était pas risqué à un appel à la grève, même à une grève de commerçants. Le faible écho reçu par l'appel à la grève du FIS dans les entreprises montre seulement que, malgré le développement récent d'un syndicat islamiste, son influence dans la classe ouvrière reste limitée.

Mais sur le plan électoral le parti au pouvoir, le FLN, en tout cas se garde bien de sous-estimer son rival. C'est pourquoi il a fabriqué une loi électorale à sa convenance : un scrutin uninominal à deux tours pour élire les 542 députés de la nouvelle assemblée, dans des circonscriptions dont le découpage a été soigneusement taillé, en tenant compte des résultats électoraux des élections municipales de juin 1990, pour tenter de favoriser le FLN au détriment du FIS.

40 PARTIS, 5 000 CANDIDATS, MAIS PEU DE CHOIX

Pour les 542 postes de députés à pourvoir il y a plus de 5 000 candidats présentés par quelque 40 partis. Le multipartisme mis en place depuis l'été 1989 a eu du succès, tout au moins en ce qui concerne le nombre de formations politiques qui ont vu le jour. Mais ces élections semblent devoir se résumer essentiellement à un duel entre le Front Islamique et le FLN.

Car sur le fond la différence est si maigre entre le FLN, version rénovée par le Premier ministre Hamrouche, et tous les partis bourgeois dits d'opposition démocratique qui briguent les suffrages ! Tous ces partis, que ce soit les partis à consonnance surtout régionale, le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie issu du mouvement culturel berbère) ou le FFS d'Aït Ahmed, ou les partis de la bourgeoisie affairiste ou intellectuelle, PNSD (Parti National pour la Solidarité et le Développement) ou PSD (Parti Social Démocrate) et bien d'autres, tous sont partisans du libéralisme économique, de la liberté du marché et de l'entreprise privée, du programme en fait qu'applique le gouvernement lui-même, conformément aux conseils du FMI et des banquiers occidentaux prêteurs à l'Algérie, et qui aggrave encore les conditions des couches populaires pauvres par le renchérissement du coût de la vie. Le parti de l'ancien président Ben Bella, le MDA (Mouvement Démocratique Algérien) semble, lui, surtout chercher son électorat du côté des milieux les plus traditionalistes mais un peu effrayés par la violence du FIS.

Quant au parti communiste algérien, le PAGS (Parti de l'Avant-Garde Socialiste), il a choisi de ne présenter aucun candidat. Ayant toujours vécu en fait à l'ombre du FLN des quelques postes que celui-ci lui laissait dans l'appareil d'Etat ou dans les ministères, même lorsque des militants de base du PAGS étaient jetés en prison, le PAGS, ouvertement rallié, récemment, à la politique de libéralisme économique comme il s'est rallié à toutes les politiques passées du FLN, n'a vraisemblablement plus rien à dire. En guise de justification, le PAGS reproche au FLN d'avoir, en organisant des élections alors que le Front Islamique a des chances d'y remporter un succès, *"joué l'avenir de l'Algérie à la roulette"*. Pour le PAGS la démocratisation aurait dû se doubler d'une interdiction du parti intégriste, puisque celui-ci n'est pas démocratique. Comme s'il suffisait de priver les islamistes de droits pour faire disparaître leur influence.

Malgré leurs faibles moyens, les deux petites formations trotskystes algériennes, le Parti des Travailleurs (PT, très proche du PCI français) et le Parti Socialiste des Travailleurs (PST, proche de la LCR française) ont l'une et l'autre décidé de présenter des candidats, dans plus de 100 circonscriptions pour le PT, dans plus de 50 pour le PST, et auront ainsi au moins, on peut l'espérer, le moyen de faire un peu entendre un autre son de cloche.

UN AUTRE CHOIX POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Mais ce qui pèse le plus aujourd'hui est sans doute la situation économique : pour les couches populaires algériennes, la situation n'a cessé de s'aggraver. Alors que les salaires restent pratiquement inchangés, que le chômage augmente, tout est aujourd'hui de plus en plus cher, les logements plus difficiles à trouver, le chômage accru.

Les islamistes n'hésitent pas à se servir du mécontentement populaire. Et ils sont peut-être partis pour une campagne électorale faite d'agitation de rues et de manifestations.

Mais il ne servirait à rien de crier au loup et d'appeler par peur du FIS, au rassemblement de tous les *"démocrates"*... derrière le FLN, principal responsable de la situation actuelle, comme semblent prêts à le faire la plupart des nouveaux partis dits d'opposition. Une autre politique est possible, non celle des combines électorales, mais celle des luttes. Et si la classe ouvrière, qui a déjà montré tout au long de ces trois dernières années sa combativité, devenait offensive, les jeunes paumés, qui boivent les discours enflammés contre le pouvoir actuel des démagogues du FIS, tourneraient alors probablement les yeux vers leurs frères des usines plus que vers les *"frérots"* en robe blanche des mosquées ; comme ils les ont tournés en octobre 1988, quand la révolte de la jeunesse dans la foulée des grèves ouvrières a ébranlé le pouvoir du FLN.

Olivier BELIN

(AFP)

TRAIN DE GRÈVES

Du "spectre" de 1986 aux perspectives actuelle

Les cheminots en sont à leur troisième mouvement de grève d'ampleur nationale depuis deux mois. Le dernier a été surtout marqué par la journée du 24 mai, et aurait été suivi, selon les chiffres de la direction, par 56 % des conducteurs et 25 % de l'ensemble du personnel.

Le journal *Le Monde* expliquait, dans son édition du 23 mai, que *«si les organisations syndicales ont choisi de s'opposer au projet de grille de la direction, c'est pour être sûres de ne pas se faire déborder par leur base, comme lors de la grande grève de 1986 déclenchée par le projet directorial d'introduire une plus grande part de mérite dans le déroulement des carrières»*.

Il est bien difficile de savoir si le spectre des coordinations construites à la base, qui ont effectivement regroupé en 1986 une minorité de cheminots, est vraiment la hantise actuelle de Krasucki, Kaspar ou Blondel. Ce qui est sûr, c'est que le calendrier des dépôts de préavis et des appels respectifs à la grève indique bel et bien une surenchère à la tête des appareils syndicaux, chacun voulant apparaître plus radical que le précédent. Surenchère favorisée par la présence chez les agents de conduite d'un syndicat corporatiste, la FGAAC, qui se sent peu responsable de ce qui peut se passer parmi l'ensemble des cheminots.

Le spectre de la grille...

Cette série de journées d'actions avait débuté sur la grille des salaires, le 20 mars, par un appel formellement unitaire de toutes les fédérations. C'était alors le premier mouvement depuis la rentrée sociale (guerre du Golfe oblige). Ensuite, le 14 mai, la FGAAC a appelé de son côté les conducteurs (cette fois contre les menaces qui pèseraient sur le système des retraites), rejointe de près par la CGT. Enfin ce 24 mai a vu des modalités d'appel différentes.

La presse, mais aussi les fédérations syndicales, mentent quand elles prétendent que la grève qui a duré un mois en 1986-1987 avait pour motif la grille des salaires. Les conducteurs de la banlieue Nord, qui s'étaient retrouvés à l'époque les initiateurs du mouvement, avaient comme première revendication une augmentation des salaires. Et direction et syndicats avaient voulu présenter comme positif le retrait de cette grille – ce qui ne coûtait rien à la direction – pour tenter d'amorcer une reprise du travail. Mais la grève avait bel et bien continué.

Aujourd'hui, on assiste en quelque sorte à une réédition caricaturée de ce mensonge. Les syndicats crient haro contre la nouvelle grille, mais chacun aimerait bien la signer... s'il n'y avait la crainte que l'un ou l'autre dénonce celui qui signera le premier. La CGT par exemple, écrit dans *La Tribune du Cheminot,* à propos de cette grille : *«Qu'est-ce qui a fait que la direction reconnaît en 1991 les mérites de l'ancienneté alors qu'en 1986, c'était le choix intégral au «mérite» ?»* Et elle répond : *«C'est le fruit des luttes»*.

... Et la réalité des salaires

La grille ne fait guère discuter les cheminots. Les salaires le feraient certainement plus. Et c'est sans doute pourquoi les fédérations syndicales ont planté sur leur grille une petite pancarte salariale, pour réclamer de la direction qu'elle augmente l'enveloppe budgétaire prévue pour son application (2,2 % en masse).

Certes, certains conducteurs – ils sont en tout 18 000 sur un total de 200 000 cheminots – se sont montrés sensibles sur le problème de la grille. Mais cela traduisait plus une humeur corporatiste qu'un rejet profond. La FGAAC expliquait en effet qu'il était scandaleux que cette nouvelle grille p mette à des sédentai parmi la maîtrise, de retrouver avec des sala quelque peu supérieur ceux de certains cond teurs ; les conducte devaient absolument re «au-dessus» des séden res ! En tout cas, c'est b les conducteurs que direction tente de sédu puisqu'un T3, en débu carrière, aurait une a mentation de 18 poi soit 540 F, en l'état ac de son projet.

Si la direction a conc une nouvelle grille, c d'abord pour recréer l'i sion, quelque peu ternie fait des baisses d'effec d'un déroulement de rière convenable. Au p sage, elle tente de saup drer à peu de frais quelq catégories dispersées personnel, avec quelq dizaines de francs pou plupart, quelques centa dans le meilleur des

CGR - Stains (93)

Des intérimaires débrayent pour leurs salaires

A la CGR, la direction a eu la surprise de voir les intérimaires réclamer une augmentation de 1500 F pour tous.

En effet, la CGR (Compagnie Générale de Radiologie), ex-Thomson, a eu recours depuis quelques mois à l'embauche systématique d'intérimaires et prestataires de service avant son déménagement définitif à l'usine de Buc près de Versailles, au point qu'en production on ne voit pratiquement plus qu'eux. Le matériel que nous fabriquons (appareils de radiologie et d'analyse médicale), destiné en grande partie au marché américain, peut atteindre une fois assemblé – selon l'encadrement – un million de dollars et au-delà.

Embauchés pour la plupart comme «techniciens» (bac, BTS), nous touchons de 43 à 50 F de l'heure «pour serrer les mêmes boulo une misère comparée à leurs bén ces. Quelques-uns d'entre nous décidé de faire le tour des 40 int maires pour discuter des salaires nous nous sommes retrouvés à dans la cour de l'usine mercredi mai pour exiger notre part du gât Accompagnés par deux délégués la CGT, nous sommes allés récla 1500 F pour tous les intérima jusqu'à la fermeture de l'usine juillet.

Manifestement, dans le p gramme de la direction, cette pou de fièvre chez les intérimaires n'é pas prévue. La direction de la C nous a renvoyés à nos entrepr d'intérim pour ce qui concerne n revendication. Nous sommes ret nés la voir le lendemain pour lui qu'elle avait mal compris, que

À LA SNCF

urtant, de l'argent il y en Ainsi, le montant des estissements pour les avelles lignes de TGV vient d'être décidé (210 liards) équivaudrait à e augmentation men-lle de 3 500 F pour is.

Mais le problème des aires va rester entier. isieurs dizaines de mil-s de cheminots touchent it juste 6 000 F nets nsuels, et au plus bas eau 5 000 F nets. S'il paraissait clairement e c'est le problème des aires qui est posé dans mouvements, cela serait s gênant pour la direc-n. Et cela permettrait nifier les différentes égories du personnel s'il avait une revendication forme. Au-delà, d'au-s catégories de travail-rs dans le pays pour-ent se reconnaître dans e telle revendication. autant que les fédéra-ns syndicales ont pro-mmé des mouvements à RATP, à Air France,

éparer l'avenir

Bien sûr, certains mili-ts peuvent aujourd'hui retter que les cheminots, avaient su mettre à l'or-du jour coordinations comités de grève pour la mière fois depuis long-ps dans la classe vrière, en soient aujourd'hui réduits à devoir revivre les vieux scénarios des journées d'action syndicale. Mais les cheminots qui n'ont pas oublié les leçons de cette période savent que, si 1986 avait été une réaction à la répétition de ces journées d'action (une douzaine cette année-là), il avait fallu aussi qu'ils soient partie prenante de celles-ci, ne serait-ce que pour y défendre la préparation d'une autre lutte.

En 1986, les cheminots ont eu en quelque sorte l'honneur d'avoir été les premiers à s'attaquer au blocage des salaires, instauré depuis 4 ans par un gouvernement de gauche, confirmé entre-temps par celui de la cohabitation avec la droite. Mais ils sont restés seuls ; et le gouvernement, un premier temps paniqué par l'extension du mouvement, qui plus est en dehors des cadres syndicaux, s'est rassuré quand celui-ci s'est révélé circonscrit aux seuls cheminots.

Alors, ce qui doit primer aujourd'hui, c'est la volonté des cheminots les plus conscients de s'adresser, dans la façon de conduire leur mouvement, à l'ensemble des travailleurs. C'est cela qui comptera le jour où le mouvement deviendra celui des cheminots eux-mêmes.

Hervé MARTIN

Au cours de la grève de 86-87, des coordinations, des comités de grève furent construits à la base. Pour les directions syndicales c'est visiblement un mauvais souvenir.

(AFP)

La grève dans la région de Rouen

A la gare de Rouen - Rive droite, la grève a été suivie de façon inégale suivant les secteurs (direction régionale, équipement, gare voyageurs, agents de train, contrôleurs). Mais il y a longtemps qu'on n'avait vu une telle participation. Le fait que la grève ait été appelée un vendredi a aidé, mais dans certains secteurs comme les contrôleurs, il y avait une nette volonté de démontrer que nous faisions grève. Certains d'entre nous, qui étaient en repos le vendredi, ont tenu à se mettre en grève le jeudi.

Une assemblée "tous services" n'a rassemblé qu'une trentaine de cheminots, surtout les militants, mais la grève a été largement suivie. Les représentants syndicaux sont tous intervenus en faveur d'une *"meilleure grille"*. A dix heures, une assemblée de contrôleurs a eu lieu avec 26 personnes. Les agents de train ont fait grève à 70%.

Aux ateliers de Quatre-Mares, il y avait environ 50% de grévistes, une cinquantaine de cheminots aux piquets le matin devant les portes. Aucune assemblée n'avait été prévue dans les ateliers. La CGT appelait, seule, à un rassemblement à Sotteville. Une petite centaine de cheminots, la plupart de Quatre-Mares, ont été réunis pour entendre un long développement sur la grille. Des interventions défendant la nécessité de mettre en avant une revendication commune d'augmentation uniforme et des actions regroupant tous les cheminots de la région ont eu lieu et suscité de la part de certains syndicalistes des réponses sur la nécessité de *"défendre le statut et la retraite"*. Rien de clair n'a été décidé pour la suite du mouvement.

Enfin, au dépôt de Sotteville, il y avait une forte participation, entre 50 et 80% selon les sources et les modes de calcul. Très peu d'agents ont pris leur service pendant que le piquet de grève était installé. Une assemblée a réuni 58 agents de conduite à l'appel de tous les syndicats. La FGAAC (syndicat autonome) a fait une intervention très corporatiste, estimant que la grille de salaires de la direction favorise trop les "sédentaires". Il y a eu aussi de nombreuses interventions de militants syndicaux et de cheminots, dont certaines contre le corporatisme et la répétition de grèves de 24 heures.

A l'initiative d'un militant CGT enfin, un vote assez confus eut lieu sur la poursuite de la grève, avec une grosse majorité... d'abstentions.

n à elle que nous réclamions 00 F.

Devant son refus, nous avons voté principe de la grève pour le lende-in à la jonction des deux équipes. ève qui s'est transformée en un brayage de deux heures : par rap-rt au début, nous avions perdu elques camarades en route, et nous ons devenus trop peu nombreux ur nous lancer dans une grève ale. Mais assez cependant pour rquer notre mécontentement.

Depuis, dans l'atelier, quelques ponsables ont une attitude pru-nte à notre égard. Dès que nous nmes plus de deux à discuter, on ut voir un cadre s'approcher pour mander timidement s'il s'agit... n débrayage ou d'une simple dis-ssion !

Pain Jacquet - Evry (91)

C'EST LE PATRON QUI EST DANS LE PÉTRIN

Les travailleurs de l'usine Jacquet-Duroi d'Evry sont en grève depuis le 14 mai. Ils réclament, entre autres, des augmentations de salaire, le départ du directeur de l'usine...

Cette usine qui emploie 280 personnes produit le pain de mie, le pain brioché et les petits pains dont Mac Donald se sert pour fabriquer les hamburgers. Depuis le 14 mai, la production est entièrement paralysée car la quasi-totalité des ouvriers de production ont arrêté le travail et, si parfois les cadres arrivent à sortir un pétrin, il va le plus souvent à la poubelle en sortie de four. La grève touche aussi les trois autres usines du groupe : Le Blanc-Mesnil, Bezons et Marseille.

La direction a tenté le pourrissement en faisant traîner les négociations tout en ne lâchant rien. Elle a envoyé des vigiles avec des chiens. Mais tout cela n'a pas entamé la détermination de ceux d'Evry et pour bien le montrer, les grévistes ont installé un piquet de grève et barré l'entrée et la sortie de l'usine avec les camionnettes de livraison.

Les cadres ont tenté un coup de force vendredi 23 mai ; ils ont découpé dans le grillage d'enceinte de grands trous pour faire passer les camionnettes à travers les pelouses. Les grévistes ont réagi en plaçant leurs voitures en travers des trous et devant l'un d'eux ils se sont placés eux-mêmes pour faire barrage. Cela n'a pas arrêté les briseurs de grève et une camionnette a foncé sur une gréviste, la renversant. Elle souffre d'un oedème au genou et a été évacuée à l'hôpital.

Au moment où nous écrivons, la direction n'a toujours pas cédé... Mais les grévistes non plus !

Air France Orly Nord

COLÈRE CONTRE LES NOUVEAUX HORAIRES

Pendant 9 jours, du 18 au 27 mai, les OS d'Air France, qui font le nettoyage des avions en 3×8 à Orly et qui sont 54 travailleurs, ont fait grève contre leur nouvel horaire.

Plusieurs débrayages et réunions avaient déjà eu lieu depuis le début du mois et les horaires devaient être appliqués au 3 juin.

Le but affiché de la direction du service est d'augmenter la productivité de 5% en adaptant davantage les horaires au travail. En pratique, il s'agit de supprimer au maximum les temps morts et de faire faire le plus de travail possible dans le moins de temps possible.

(LO)

D'abord, la direction supprime 3 jours de repos toutes les douze semaines par le biais d'une réduction de la durée de certaines journées de travail. Ensuite, sous le faux prétexte qu'il y a moins de travail en fin de nuit, elle crée une nouvelle vacation de 19 h à 3 h du matin. C'est cette innovation qui a provoqué la colère.

Auparavant les OS faisaient 14 nuits payées double toutes les 12 semaines. Avec le nouvel horaire, ils se retrouvaient avec 7 nuits et 14 vacations nouvelles, qui sont payées comme des demi-nuits. On leur demandait donc de faire 21 nuits pour le même prix que les 14 de l'ancien horaire. Bref, un horaire sans perte de salaire, mais plus pénible et avec moins de jours de repos, "inhumain" comme le disent certains, qui à la limite préfèreraient être mutés dans un autre service plutôt que de faire cet horaire "pourri".

C'est la CGT qui a provoqué le départ de la grève en intervenant massivement, le samedi 18 mai, avec une dizaine de délégués et en provoquant un débrayage de toute la journée. Et sans que cela soit vraiment décidé, de jours en nuits, vacation après vacation, chaque travailleur venant pour la prise de service de son équipe, la grève a continué. Les délégués CGT, CFDT et FO du secteur ont fait la liaison entre les équipes. Le mercredi 22, la direction lâchait du lest et abandonnait son projet de vacation de 19 h à 3 h pour le remplacer par sept vacations de 17 h à 1 h et sept autres de 21 h à 5 h. Pour les travailleurs, qui avaient entendu de nombreuses fois les cadres dire que les 19 h - 3 h étaient intouchables, c'était bien un recul et un encouragement. Il ne restait plus qu'à se coucher 7 fois en pleine nuit (vers 2 h) au lieu de 14 (vers 4 h), mais c'était encore de trop et la grève continuait contre cette nouvelle vacation.

Le vendredi 24, une dizaine de grévistes le midi et une demi-douzaine le soir, de plusieurs équipes, distribuaient, au restaurant d'entreprise, un tract aux travailleurs des ateliers et des hangars où sont révisés les avions à la Direction du Matériel, la DM, et où se préparent aussi de nouveaux horaires visant à l'augmentation de la productivité. Ils appelaient à un rassemblement devant le bâtiment de la direction le lundi 27 avec le soutien de la CGT et de la CFDT. 150 travailleurs seulement se sont retrouvés au rendez-vous mais les OS de la piste ont pu dire à un représentant de la direction de la DM pendant 2 heures ce qu'ils pensaient du nouvel horaire. La colère n'a fait que monter quand le cadre de la direction a fait le chantage à la fermeture du service : pour lui, ça coûterait moins cher de donner le travail à une entreprise sous-traitante. Les travailleurs lui ont répondu que c'était les gens de son espèce qui coûtaient cher et qu'il y avait de l'argent ; la preuve les millions distribués pour pousser 200 cadres au départ.

Le lendemain des débrayages limités ont eu lieu dans le secteur des OS du nettoyage. Pour le moment, l'appui des travailleurs des ateliers et des hangars faisant défaut, les OS du nettoyage sentent qu'il ne va pas être très facile de faire reculer encore la direction. Celle-ci a distribué le 28 mai des convocations à un CHSCT extraordinaire en vue d'appliquer le 17 juin le nouvel horaire avec les modifications.

Aujourd'hui, le recul de la direction est donc bien confirmé et il est dû à la grève. Et avant de s'en prendre une nouvelle fois aux horaires en piste ou ailleurs, la direction devra tenir compte de cette semaine de grève.

Correspondant LO

ILS SE SONT SUCRÉS

Le rachat d'UTA par Air France a été une bonne affaire pour ses ex-propriétaires, entre autres pour Seydoux, et sans doute pour quelques autres spéculateurs.

Une enquête de la Commission de contrôle du Sénat révèle que le nombre des titres échangés a augmenté avant le rachat – de 3 505 en juillet et 3 488 en août, ils sont passés à 11 062 en septembre – et que le prix payé par Air France comportait un bonus de 47 % par rapport au cours de l'action à la veille de la suspension du cours.

De la poche d'Air France à la poche des spéculateurs... l'argent vole.

Mais cela n'est pas du vol pour les patrons, du moment que l'argent va à l'argent.

Par contre, quand – comme cela s'est produit récemment – un travailleur d'Air France à Orly emprunte, dans l'entreprise, l'équivalent de 100 F d'essence pour éviter la panne sèche après l'équipe du soir, il est considéré, par la direction, comme un voleur et risque le licenciement.

Correspondant LO

Licencier une travailleuse à cause de son handicap À LA SNCF C'EST POSSIBLE

Lundi 3 juin, Mme Claudette Gérard est convoquée par la SNCF pour entretien préalable à son licenciement. Elle est gardienne du foyer SNCF au 31 rue de la Chapelle à Paris depuis 7 ans. Elle est hémiplégique depuis 1984, son état est stationnaire depuis cette date et ne l'a jamais empêchée de faire son travail, le ménage étant effectué par une entreprise extérieure. Mais depuis plusieurs semaines, ses responsables ont multiplié les pressions, les menaces de licenciement, tentant de la faire démissionner.

Face à cela, les résidents du foyer ont décidé de réagir, en faisant signer à la quasi-totalité une pétition de soutien et en organisant des assemblées régulières dans le foyer. Puis lorsque la lettre de convocation est arrivée, une assemblée de 25 résidents a élu un Comité contre le licenciement de notre gardienne et nous avons décidé d'aller demander des comptes aux responsables lundi 27 mai.

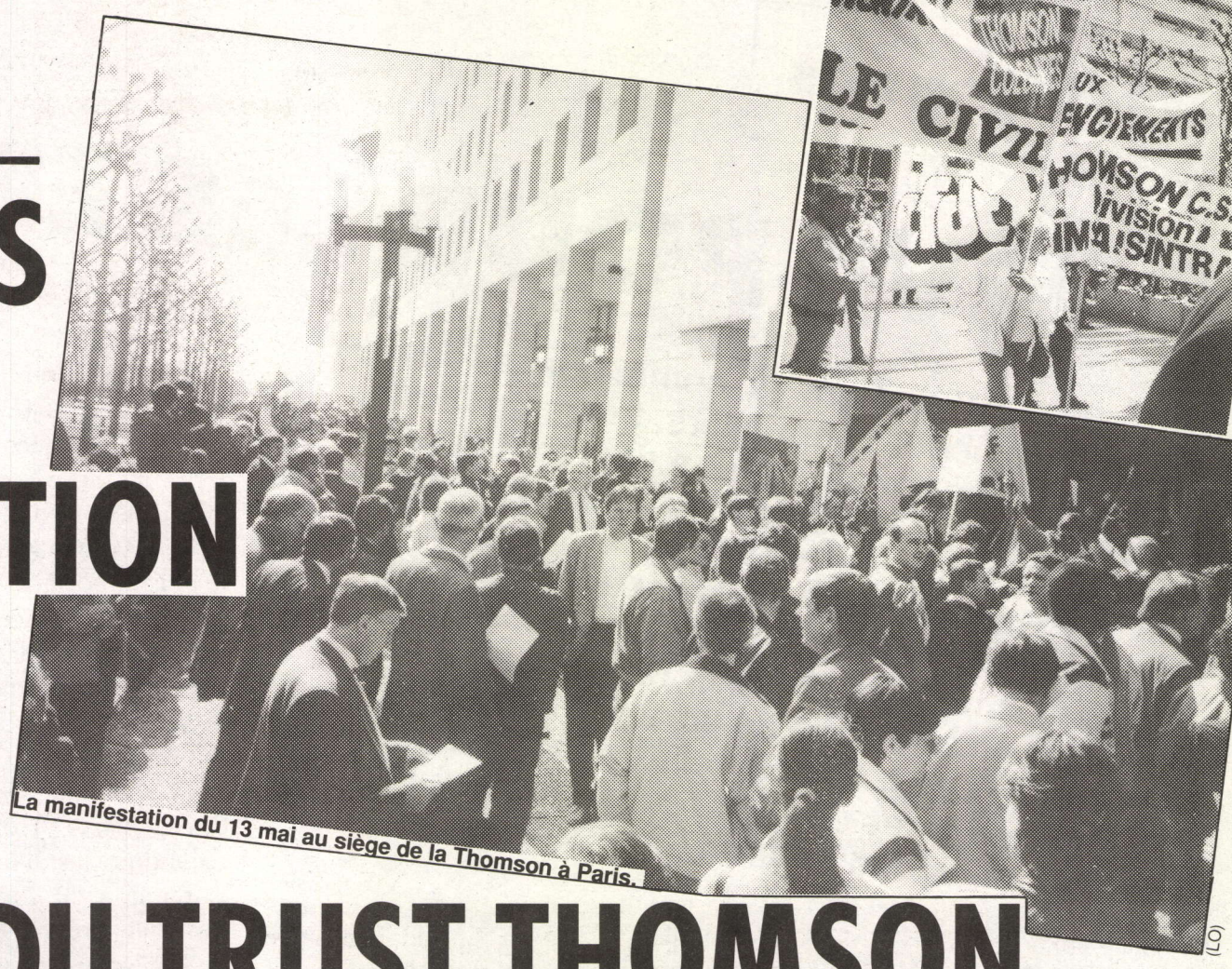
Là, nous avons demandé ce qu'ils lui reprochaient. Réponse : une lettre du médecin SNCF signalant sa soudaine *«inaptitude au travail de gardien» !* Ont-ils quelque chose à reprocher à Claudette Gérard sur son travail ? Non ! Une tâche qu'elle n'aurait pas faite ? Rien ! Nous avons alors dit que c'était de la discrimination pure et simple et que nous allions faire connaître publiquement la chose, aux cheminots, aux voisins, à la presse et dans le pays. Qu'on allait faire savoir que la SNCF veut licencier une travailleuse sans avoir quoique ce soit d'autre à lui reprocher que son handicap au moment même où le gouvernement parle de l'insertion des handicapés dans la vie professionnelle.

10 mn après des tracts étaient distribués sous les fenêtres des responsables à la cantine des Cheminots de Gare de l'Est ainsi qu'à la Gare du Nord ! Nous avons demandé aux organisations syndicales d'intervenir, ainsi qu'à la presse, au ministère des Transports, au secrétariat d'Etat aux handicapés.

Le matin, des cheminots du foyer partent au travail avec des paquets de tracts qui circulent dans les gares et les chantiers. Dans le quartier, des commerçants affichent le tract, bon nombre de travailleurs proposent un coup de main, nous donnent leur soutien, un retraité proposant même de renvoyer sa carte Vermeil à la SNCF !

Déjà, l'an passé, la SNCF avait dû reculer alors qu'elle voulait expulser plusieurs d'entre nous. Maintenant elle s'en prend de façon odieuse à notre gardienne. Si elle voulait que son sale coup passe inaperçu, c'est déjà raté.

LICENCIEMENTS ET RESTRUCTURATION POUR FINANCER L'EXPANSION DU TRUST THOMSON



La manifestation du 13 mai au siège de la Thomson à Paris. (LO)

Une manifestation nationale le 13 mai au siège de la Thomson à Paris, plus de trois semaines de grève avec occupation en mai à l'usine de Brest, des débrayages sur le tas à l'usine de Toulouse et à celle de Malakoff : c'est la nouvelle vague de restructuration du trust Thomson qui suit son cours, avec en prime des réactions de colère, limitées sans doute, mais qui, à coup sûr, ne figuraient pas dans les beaux diagrammes pondus par les experts en «ressources humaines» de la direction.

Des raisons de se mettre en colère, ce n'est pas ça qui manque. De restructuration en plan social, les effectifs salairés du groupe en France sont passés de 107 000 en 1982 à moins de 50 000 aujourd'hui. Des centres entiers ont été fermés, ou réduits à la taille de PME. D'autres, en particulier des secteurs de production, ont été filialisés et revendus, avec à la clé une aggravation des conditions d'emploi pour ceux qui y travaillent.

Depuis dix ans, à la Thomson, on vit sous la menace permanente du prochain plan de licenciements - en espérant cette fois encore y échapper. Le dernier en date de ces plans, connu en décembre dernier, vise 4 000 emplois dans une des filiales du groupe Thomson-CSF, qui en compte 19 000.

THOMSON S'ÉTEND LES TRAVAILLEURS PAIENT

Non que Thomson soit un trust en difficulté. Pendant des années le trust a empoché les milliards de l'Etat au titre de subventions aux industries de pointe. Aujourd'hui, il continue à en empocher sous forme de commandes d'armement. Et l'Etat restant au poste de commande de la société holding qui chapeaute le groupe, Thomson SA, il y a peu de chances que ces largesses viennent à manquer de sitôt.

Simplement, tout nationalisé qu'il soit, le trust a fait ce qu'ont fait tous les trusts au cours de la dernière décennie : il a concentré ses ressources dans un domaine plus restreint où il prévoyait des profits plus élevés.

D'un côté il s'est débarrassé de secteurs comme le génie électrique, la téléphonie ou l'électronique médicale. De l'autre, il a développé son empire dans les composants électroniques, la hi-fi et le domaine militaire.

Pendant que Thomson fermait des usines en France, il rachetait deux groupes spécialisés dans la télévision, SABA en Allemagne et RCA aux Etats-Unis. A quoi il faut ajouter, parmi les emplettes plus modestes du trust, la société Wilcox aux Etats-Unis, les secteurs «Défense» de Philips, TRT, HSA (Hollande) et PIBLE (Belgique).

Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que ces nouvelles acquisitions aient été épargnées par les suppressions d'emplois : le rachat de RCA s'est traduit pour les salariés américains de ce groupe par la fermeture de 6 usines sur 23, sans parler de plusieurs centaines de licenciements chez SABA et de 900 autres qui viennent d'être annoncés dans la partie de Philips rachetée par Thomson.

En même temps, à défaut de pouvoir nous imposer, dans ses usines françaises, les réductions de salaires dont il rêve, Thomson a étendu son réseau d'usines dans des pays plus pauvres : à Singapour, en Malaisie et au Brésil, entre autres. A tel point qu'aujourd'hui 51 % des effectifs de sa division «Consumer Electronics» (hi-fi essentiellement) sont employés dans des pays du Tiers Monde.

Tous ces investissements, ou plutôt ces rachats et prises de participation, coûtent très cher. Et ce n'est que grâce aux économies faites sur le dos des dizaines de milliers de salariés dont il s'est débarrassé au cours des années écoulées et sur le travail de ceux qui sont restés, que Thomson a pu se payer tout ça, pour le plus grand bénéfice de l'Etat propriétaire et des actionnaires privés des filiales du trust.

DES LICENCIEMENTS ENROBÉS D'HYPOCRISIE

Alors les explications sans fin sur les «stratégies industrielles», «synergies» et autres «concepts de métier» que peut nous servir le PDG Gomez pour justifier les nouveaux licenciements, n'impressionnent plus personne. Cela fait longtemps que la plupart d'entre nous ont compris que tous ces mots ronflants n'en recouvrent qu'un seul, le pognon.

Pas plus que le mot «conversion» d'ailleurs. Les «cellules de conversion» et autres «antennes de reclassement», inévitables pendant des plans sociaux, ne sont que des antichambres au chômage conçues pour isoler au plus vite les licenciés de leurs camarades de travail et leur faire prendre de bonnes paroles pour des garanties d'embauche.

Toute cette hypocrisie, pour laquelle les dirigeants du trust semblent être prêts à dépenser des millions en paperasses et en spécialistes en relations sociales, ne trompe plus grand monde.

UN PETIT JEU À L'USAGE DES BUREAUCRATES

Il y a évidemment ceux qui préfèrent ne rien voir. Et la direction de Thomson en a trouvé dans les milieux syndicalistes. Par exemple ceux qui, par la grâce de la décennie Mitterrand, siègent dans les conseils d'administration des diverses sociétés du groupe. Le bulletin des administrateurs salariés CFDT ne s'intitule pas, par exemple, *«Maîtrisons notre avenir»* ? Comme si leur présence dans ces comités avait en quoi que ce soit fait obstacle aux plans de licenciements du trust !

Ou encore, ceux qui, parmi les syndicalistes, ont soutenu le projet d'«accord sur la gestion prévisionnelle et préventive de l'emploi et des qualifications» présenté par la direction, un accord qui vise tout simplement à mettre en place une structure paritaire destinée à servir de caution aux licenciements à venir.

A l'opposé, il faut rendre justice aux militants qui se sont battus contre les suppressions d'emplois elles-mêmes ou, plus souvent, contre la façon dont la direction prétendait les imposer aux travailleurs. Et il y en a eu, que ce soit lors des trois semaines de grève à la Thomson TTE de Vélizy, en 1988, ou ce mois-ci lors de la grève avec occupation à l'usine de Brest.

LES RÉACTIONS RESTENT ISOLÉES

Mais il faut bien se rendre à l'évidence. Depuis dix ans, la direction de Thomson et, derrière elle, l'Etat, nous attaquent, secteur par secteur, usine par usine, en isolant chaque fois sa cible, en la mettant en concurrence avec les autres centres, pour mieux la vaincre. Au lieu d'avoir face à elle les dizaines de milliers d'employés du groupe pour s'opposer à ses plans, elle n'a au mieux que la résistance de quelques centaines de travailleurs à réduire.

Alors sans doute, aujourd'hui, l'atmosphère n'est-elle pas à une bagarre générale dans toutes les Thomson. Mais cela peut changer, et cela doit se préparer. Et aussi bien la manifestation du 13 mai, avec la participation de salariés de Toulouse comme de Paris, que la grève de Brest, peuvent faire partie de cette préparation, à condition de ne pas rester sans lendemain.

Correspondant LO

CHR Rennes

GRÈVE POUR LES EFFECTIFS

Au CHR de Rennes, comme dans tous les établissements hospitaliers, les restrictions budgétaires entraînent une dégradation des conditions de travail du personnel de plus en plus sensible.

Remplacements non assurés lors d'un arrêt maladie, modification intempestive des roulements pour combler un trou, effectif minimum au risque de porter atteinte à la sécurité des malades, telles sont quelques-unes des conséquences des économies budgétaires.

La grogne commence à s'exprimer avec le ras-le-bol d'avoir à modifier ses dates de congés, d'annuler un jour de repos pour assurer le fonctionnement du service, pour ne pas laisser tomber les collègues et par respect pour les malades. La direction compte sur le «sens des responsabilités» du personnel pour faire passer ses jongleries avec les effectifs. Pourtant elle reconnaît le manque de personnel mais elle se sert de l'encadrement pour, en fin de compte, mener à bien la politique voulue par le gouvernement.

Et les pétitions, les délégations se sont multipliées pour demander dans tel ou tel service une amélioration des effectifs et, quand les syndicats ont organisé une assemblée générale le mardi 14 mai, le nombre des agents qui se sentaient concernés était plus important que d'habitude.

A l'Hôpital Sud, la proposition d'envisager la grève proposée par la CGT a été approuvée par une très large majorité alors que les autres syndicats ont milité contre.

A Pontchaillou, l'établissement le plus important du CHR, l'AG n'a pas voté la grève ce jour-là. Mais le 17 mai, après qu'une délégation de l'Hôpital Sud a expliqué pourquoi on ne pouvait pas attendre, elle a été votée par une majorité. Cette grève décidée pour le 22 mai a été suivie par 20% des agents. A l'Hôpital Sud elle a été reconduite jusqu'au lundi 27, date de la réunion du conseil d'administration que préside le maire socialiste de Rennes, Edmond Hervé. A Pontchaillou, malgré un vote majoritaire en faveur de la poursuite de la grève, les syndicats, hormis la CGT, ont refusé de se soumettre au vote. La CFDT explique qu'il faut garder des forces pour le jour du conseil d'administration car ce doit être «un temps fort» du mouvement. FO, quant à elle, défend l'idée que la grève ne sert que la direction.

Pourtant la grève de l'Hôpital Sud s'est organisée sans attendre les «temps forts». Une équipe de direction de la grève s'est mise en place, élue par l'AG. Affiches, banderoles sont réalisées. Les agents se regroupent pour faire la visite des services, discuter avec les non-grévistes, les patrons, les surveillantes. L'écho est partout favorable. Des médecins prennent position en faveur des revendications.

Pourtant cette grève est restée minoritaire et le lundi 27 mai, alors que tous les syndicats appelaient à se réunir devant le conseil d'administration, la grève n'était pas plus forte que les jours précédents. Les AG n'ont pas voté la poursuite de la grève. Mais il reste que le ras-le-bol a commencé à s'exprimer. Les différentes catégories du personnel soignant se sont retrouvées au coude à coude dans les AG, aides-soignants, agents des services hospitaliers et infirmières réunis.

Coup de colère sans suite, début d'une riposte ? En tout cas nombreux sont ceux qui savent que les palabres du conseil d'administration ne suffiront pas pour obtenir satisfaction.

Correspondant LO

Caisses d'Allocations Familiales (Paris)

EFFECTIFS EN BAISSE DOSSIERS EN HAUSSE !

(LO)

La Caisse d'Allocations Familiales de la Région Parisienne (CAFRP) a éclaté, depuis le 1er avril 1991, en sept CAF départementales (départements de la couronne, sauf la Seine-et-Marne) avec des budgets indépendants les uns des autres.

Que se cache-t-il derrière cet éclatement ? La direction parle d'amélioration de la gestion des dossiers des familles... Peut-être, mais rien n'est moins sûr.

En effet, le ministère et la direction n'ont qu'une seule politique : rapprocher le coût de gestion d'un dossier entre les CAF de province et celles de la région parisienne. Ces coûts seraient les suivants.

	Paris	Province
1987	1 009,00 F	596,74 F
1988	1 018,87 F	605,95 F
1989	972,55 F	608,40 F

Si le coût de gestion à Paris est plus élevé qu'en province, cela est dû à l'étude de dossiers plus complexes : proportionnellement, il y a plus de prestations versées et les salaires des employés sont légèrement plus élevés à Paris qu'en province (davantage de coefficients niveau 6).

D'autre part, il y a eu une baisse des effectifs totaux de la région parisienne, de 9 014 en 1985 à 8 060 en 1989. Plus de 1 000 postes ont disparu en 5 ans.

En 1977, 6 006 agents s'occupaient de la gestion des dossiers de 836 000 allocataires. En 1989, il y avait 4 887 agents pour 1 148 000 allocataires, soit 19 % d'agents en moins pour 37 % d'allocataires en plus.

Quant aux salaires des employés, il est juste envisagé... 2,5 % d'augmentation en 1991. Pourtant, avec la création des sept CAF, les 7 nouveaux directeurs et les 7 agents-comptables se sont vu octroyer des augmentations de salaires substantielles (de 4 000 F à 10 000 F).

En fait, on assiste à une compression tant sur les effectifs que sur les salaires.

Sans parler, bien sûr, de l'accroissement de la charge de travail dû à de nouvelles prestations : RMI, Allocation Soutien Familial (ASF) et aux nouvelles Aides au Logement.

En effet, le gouvernement vient de modifier l'attribution des aides au logement en étendant celles-ci à un plus grand nombre d'allocataires. Tant mieux... mais cela concernerait plus de 60 000 personnes rien que sur l'ensemble de la région parisienne et, pour gérer ces nouveaux dossiers, pas question d'embaucher du personnel supplémentaire !

La création de ces sept CAF, dans le cadre de restrictions budgétaires, va se traduire par un rendement accru pour les employés et un retard grandissant dans l'étude des dossiers !

Correspondant LO

Deux romans chinois

Les auteurs de ces deux romans font partie de la nouvelle génération d'écrivains, celle des 35/40 ans qui, après leur scolarité, se sont retrouvés, qui en usine, qui à la campagne, comme la très grande majorité des «jeunes instruits» de leur génération.

TÊTE FRISÉE de Chen Jiangong

Voilà l'histoire, très banale, d'un jeune en révolte contre ses parents, des petits bourgeois bien conformistes de Pékin. L'intérêt de ce roman réside dans la peinture réaliste, parfois cocasse, de leur vie quotidienne. La description d'une gigantesque tombola, dans un stade après un match de foot ; une séance de zapping le soir devant la télé ; un repas dans un restaurant à la mode ; les conflits de «Tête frisée» avec ses parents, qui attendent de lui qu'il accepte le bon boulot qu'ils lui ont trouvé par relations, sont autant de scènes qui montrent certains aspects de la vie à Pékin, du point de vue d'un jeune privilégié critique vis-à-vis de son milieu.

Tête frisée est un petit roman sans prétention et facile à lire.

UNE FOLIE D'ORCHIDÉES de Zhang Xinxin

Cette nouvelle un peu plus ancienne d'une romancière de la même génération, Zhang Xinxin, *Une folie d'orchidées,* raconte l'histoire d'une petite ville dont tous les habitants se mettent à accorder une valeur marchande de plus en plus démesurée à une plante, l'orchidée nobilis...

Sous forme de fable, l'auteur montre comment se font sentir la pression des rapports marchands, la pression de la bureaucratie. En même temps elle nous livre des images qui, en une phrase mieux qu'en de longues descriptions, donnent une idée de la vie quotidienne, des rapports entre les gens dans la Chine d'aujourd'hui.

Tête frisée – *de Chen Jiangong – Editions Littérature chinoise – 45 F (on peut le trouver à la FNAC et dans un certain nombre de grandes librairies, à Paris comme en Province).*
Une folie d'orchidées *de Zhang Xinxin – Editions Actes Sud – 70 pages – 45 F.*

LES PETITS COUCOUS de Anatoly Pristavkine

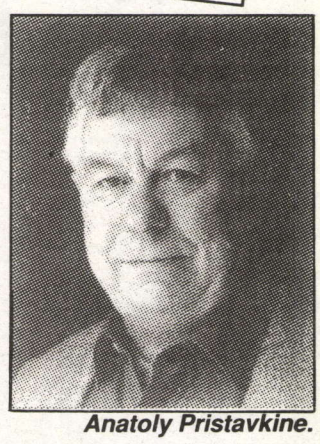
Anatoly Pristavkine, qui est aussi l'auteur d'*Un nuage d'or sur le Caucase,* raconte dans les *Petits Coucous,* comment, pas très loin de Moscou, alors que l'Allemagne nazie s'est retournée contre l'URSS, des enfants, même pas encore des adolescents, s'acharnent à survivre dans un orphelinat.

Ils sont plusieurs, parmi eux, à porter le même nom, sans être frères ou sœurs.

On apprend en même temps que les enfants sont les fils ou les filles des "traîtres à la patrie", qu'une obscure fonctionnaire a essayé de soustraire au sort qui les attendait, en leur donnant son propre nom avant de les envoyer à l'orphelinat. Leurs parents ont été envoyés en camp, ou ont été fusillés.

Les enfants, partis à la recherche de la famille de l'un d'entre eux, vont découvrir que le monde du dehors est aussi cruel, aussi désespéré que celui de l'orphelinat.

Ce roman nous montre, par les yeux des enfants, comment on pouvait vivre à Moscou au début des années quarante, ce que pouvait signifier être la femme ou les enfants d'une victime de Staline, comment la peur pouvait rendre abjects même les parents les plus proches, comment on pouvait ressentir le décalage entre la joyeuse propagande officielle (*"tout doit être fait pour les enfants"*, par exemple) et la dure réalité... et comment, malgré tout, certains voulaient encore croire que Staline "ne savait rien" des exactions qu'on commettait en son nom...


Anatoly Pristavkine.

Un bon roman, même s'il émeut moins le lecteur et lui en apprend bien moins sur l'URSS de l'époque qu'*Un nuage d'or sur le Caucase* du même auteur.

Sylvie FRIEDMAN

Les petits coucous
d'Anatoly Pristavkine
Editions Robert Laffont
252 pages - 120 F.

PARIS 10e

LA FETE DU JARDIN VILLEMIN

(Communiqué)

L'association «Vivre» nous demande d'annoncer *Le canal en fête,* sur les rives du Canal Saint-Martin à Paris 10e, le dimanche 16 juin de 14 à 19 heures. La fête est organisée en défense du jardin Villemin, seul espace vert du 10e arrondissement de Paris. Celui-ci, rappelle l'association, est menacé par une opération immobilière :

«La mairie de Paris a vendu une partie du jardin à un promoteur qui veut y construire un immeuble de standing et vendre des appartements à 40 000 F le mètre carré (...).

Depuis le 12 décembre 1990, des riverains bloquent les travaux. Chaque matin plusieurs personnes présentes devant l'entrée du chantier s'opposent à l'entrée des camions et engins. C'est le seul moyen qui a permis d'arrêter le massacre !» (...)

En livre de poche

LA VIE ET RIEN D'AUTRE de Jean Cosmos

Ce roman, écrit par l'un des scénaristes du film de Bertrand Tavernier, *La vie et rien d'autre,* suit la même trame que le film. En 1920, une jeune femme de la bonne bourgeoisie parisienne cherche encore son mari, porté disparu à la fin de la guerre, dans les hôpitaux qui ont recueilli des amnésiques. Elle rencontre le commandant Dellaplane, dont la tâche est de recenser les disparus et d'essayer de faire sortir de l'anonymat les "soldats inconnus".

On retrouve, comme dans le film, un réquisitoire contre la guerre, avec des pointes acerbes contre la gent militaire. Mais ceux qui ont vu le film seront déçus de ne pas retrouver dans ce livre sa force évocatrice.

S. F.

La vie et rien d'autre
de Jean Cosmos - Le Livre de Poche.

FETES DE LUTTE OUVRIERE

● **A MARSEILLE**
DIMANCHE 16 JUIN, à partir de 11 h 30
dans le parc ombragé de Valabre,
à GARDANNE
(navette depuis la gare SNCF de Gardanne)

● **A ORLEANS**
DIMANCHE 16 JUIN
Centre de loisirs de Saint-Jean-de-Braye

● **A BOURGES**
DIMANCHE 30 JUIN
Jardin des Prés-Fichaux

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

INDE

FUNÉRAILLES SUR FOND D'ÉTAT DE SIÈGE

(AFP)

A l'enterrement de Rajiv Gandhi, un important dispositif policier surveille la foule.

Tous les gouvernements se sont précipités aux funérailles officielles de Rajiv Gandhi, l'ancien Premier ministre indien mort dans un attentat le 21 mai. Et tous ont tenu à célébrer cette «grande démocratie» sur laquelle la famille du défunt a régné en maître pendant 44 ans presque sans interruption.

Les adeptes occidentaux de la prétendue «démocratie indienne» ont-ils remarqué les centaines de milliers de soldats et les véhicules blindés qui quadrillaient les villes du pays dès le lendemain de l'attentat ? Ont-ils même sourcillé lorsqu'on a appris de source officielle que 3 600 suspects avaient été raflés dans les camps où sont parqués plusieurs centaines de milliers de réfugiés tamouls venus du Sri Lanka, et jetés en prison ? Ou encore lorsque le sauveur suprême désigné par le parti du Congrès pour dénouer la crise politique et remplacer le défunt, s'est révélé être... sa femme, laquelle a refusé tout net ?

Pas plus qu'ils n'ont émis de réserve quant au fait que les sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote, le premier jour des élections, indiquent que le BJP, le parti intégriste hindou, pourrait bien être le parti le plus important de la prochaine législature indienne dont l'élection se terminera le 12 juin.

Parce que ce qui effraye les dirigeants occidentaux, ce n'est pas que la majorité des 850 millions d'indiens n'ait même pas droit à une alimentation et un toit décents ; ce n'est pas que les droits démocratiques les plus élémentaires leur soient refusés par la force des armes ; pas même que la population s'entre-déchire dans de sanglantes luttes religieuses ou nationales.

Ce qui les effraie, c'est que cette majorité cesse un jour de se plier à l'autorité de l'appareil d'Etat indien ; que la poudrière de misère sur laquelle cet appareil d'Etat est assis et dont il vit, en vienne à exploser ; et que du même coup cela remette en cause, par le simple effet du nombre, tout l'équilibre régional du sud-est asiatique et les profits somptueux qu'en tirent les grands du marché capitaliste.

Alors pour les occidentaux, peu importe en quoi consiste cette prétendue «démocratie indienne». Peu importe qu'elle soit dirigée par un Rajiv Gandhi entouré de politiciens corrompus ; ou par sa veuve, même si c'est contre son gré ; ou par les bandes ouvertement fascistes du BJP. Pourvu que l'autorité de l'Etat demeure et continue à imposer à la population la résignation face au sort que lui réservent les lois de l'exploitation.

F. R.

Le traité syro-libanais

VERS UNE NORMALISATION AU LIBAN

Pendant que le secrétaire d'Etat américain, Baker, après plusieurs navettes diplomatiques au Proche-Orient, semble en passe de renoncer à parvenir même à une ébauche de règlement entre Israël et les Palestiniens, il y a tout de même eu un traité signé dans la région : le «*traité de fraternité, de coopération et de coordination*» entre la Syrie et le Liban, signé le mercredi 22 mai à Damas par le président syrien Hafez El Assad et le président libanais Hraoui.

L'essentiel n'est pas tant le traité lui-même que la situation qu'il consacre et qui est, d'une certaine façon, la conséquence de la guerre du Golfe. Celle-ci a fait de la Syrie un allié privilégié de l'Occident et en premier lieu des Etats-Unis, à la recherche d'appuis arabes contre Saddam Hussein. En revanche, elle a affaibli les clans chrétiens libanais qui avaient recherché, contre la Syrie, un appui du côté de l'Irak... et de la France. Le général Aoun, ce général chrétien libanais qui tenait tête aux troupes syriennes et aux clans libanais pro-syriens grâce à l'aide militaire irakienne et à l'appui politique français, a dû plier bagage sans gloire à l'automne 1990.

Du coup, un accord est intervenu entre les diverses fractions libanaises pour le retour à un semblant de légalité : désarmement des milices ou intégration dans l'armée régulière, fin des lignes de démarcation ; à Beyrouth, les apparences d'une vie normale semblent se rétablir.

Est-ce la fin, après seize ans de combats, de cette interminable guerre civile commencée en avril 1975 ? C'est sans doute loin d'être sûr, d'autant qu'Israël, au Sud, continue d'occuper de fait une partie du territoire libanais, par le biais de l'ALS, l'armée du Liban-Sud, qui bénéficie de sa protection et s'affronte régulièrement aux milices musulmanes présentes dans la région. Mais c'est au moins une «normalisation» provisoire de la situation au Liban, par la consécration d'un arbitre des combats entre fractions qui, depuis seize ans, ensanglantaient le pays.

Cet arbitre est l'armée syrienne et, en fait, cela ne date pas d'hier, puisqu'elle est intervenue au Liban dès le début de la guerre civile, en 1976. Elle est alors intervenue au côté des milices chrétiennes et de la grande bourgeoisie libanaise pour leur prêter main-forte contre les milices de la gauche libanaise et des Palestiniens, et empêcher leur victoire militaire. Elle y est restée depuis, même si à plusieurs reprises diverses fractions chrétiennes ont voulu se débarrasser de cet allié encombrant en cherchant appui du côté des Occidentaux, de l'Irak, voire d'Israël.

On assiste à la restauration d'un état de fait qui existait déjà, en grande partie, avant la guerre civile ; si la Syrie et le Liban restent des Etats séparés, conformément aux frontières tracées au temps du mandat colonial par l'administration française, ils n'en ont pas moins des relations privilégiées. Ne serait-ce que sur le plan économique, la Syrie est l'arrière-pays naturel d'une place commerciale et financière comme Beyrouth, dont seule la fantaisie du colonisateur l'a privée.

Alors, quinze ans de guerre civile pour rien ? Cela y ressemble fortement. La bourgeoisie libanaise et ses protecteurs impérialistes semblent, tous comptes faits, s'être fait une raison de ce modus vivendi trouvé avec la bourgeoisie syrienne. D'autant qu'entre-temps le dictateur syrien Assad a donné – notamment à l'occasion de la guerre du Golfe – toutes les preuves possibles de ses bonnes dispositions à l'égard des intérêts occidentaux. Seuls les dirigeants israéliens – et sans doute en partie les dirigeants français – semblent mécontents d'un règlement qui amoindrit leurs chances de jouer leur jeu au Liban.

Alors, pour quelque temps au moins, une partie au moins du Liban va peut-être vivre sans guerre civile... Il est vrai qu'entre-temps, c'est tout le Moyen-Orient qui, du fait de la guerre du Golfe, a fait de grands pas vers une «libanisation» générale !

André FRYS

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995